



# CHILE ~ AMERICA

CENTRE D'ETUDES ET DE  
DOCUMENTATION

B D I C

LE REFERENDUM NE RESOUT PAS LES  
PROBLEMES DE PINOCHET

LA VOIE INSTITUTIONNELLE ET LA  
CHUTE DU GOUVERNEMENT DE L'U.P.

SUR L'AIDE EXTERNE AU REGIME MILITAIRE

CONTROLE MILITARO-CORPORATIF AU  
BRESIL ET AU CHILI

ORGANISATION DES FORCES ARMEES DEMOCRATIQUES  
CHILIENNES A L'EXTERIEUR

N° 6 - 2<sup>ème</sup> année

1 9 7 8

40 P 9355

---

Publication périodique du  
Centre d'Etudes et de Documentation  
(Association Loi 1901, 4-VIII-77)

Directeur de la Publication: PHILIPPE FARINE  
42, rue Liancourt  
75014 Paris

Comité de Redaction: B. LEIGHTON, J. SILVA S.,  
E. TOMIC, J. A. VIERA-GALLO

*Il nous a paru indispensable de canaliser la voix des secteurs chrétiens et indépendants qui luttent contre la dictature de la Junte militaire chilienne. Le comité de redaction de cette publication est formé de personnes qui appartiennent à l'Unité Populaire ainsi que de personnes qui appartenant à la Démocratie Chrétienne condamnèrent dès le début le coup d'Etat contre le Président Allende et le régime de force provenant de cette intervention. Nous ne voulons pas être une voix exclusive mais unitaire. Notre effort se joint à la grande tâche commune d'arracher le Chili à la dictature et de tracer la voie vers une démocratie plus forte et renouvelée qui rend aux chiliens, dans un niveau supérieur à celui du passé, la justice, la dignité et la liberté.*

("Positions et Buts", idées exprimées dans le premier editorial)

---

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 120 F par an (6numeros)

Adressez votre chèque (bancaire ou postal)  
à l'ordre de:

CHILE AMERICA  
42, rue Liancourt  
75014 Paris

---

# C H I L E - A M E R I C A

No 6

EDITORIAL  
JAN. - FEV. 1978

---

## SOMMAIRE

APRES LA CONSULTATION : LE REFERENDUM  
NE RESOUT PAS LES PROBLEMES DE PINOCHET p. 3

LA VOIE INSTITUTIONNELLE ET LA CHUTE  
DU GOUVERNEMENT DE L'UNITE POPULAIRE p. 8

SUR L'AIDE EXTERNE AU REGIME MILITAIRE p. 17

CONTROLE MILITARO-CORPORATIF AU BRESIL  
ET AU CHILI p. 21

ORGANISATION DES FORCES ARMEES DEMOCRA-  
TIQUES CHILIENNES A L'EXTERIEURE : NOU-  
VEAU PROBLEME POUR LE FASCISME p. 46

---

CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION

---



## EDITORIAL

APRES LA CONSULTATION: LE REFERENDUM NE  
RESOUT PAS LES PROBLEMES DE PINOCHET

Le légitimité de Pinochet au sein des Forces Armées a été forté<sup>m</sup>ent contestée avec la résolution de Nations Unies. Ceci pour les raisons suivantes : a) Ce fut la première fois en quatre ans que l'on vota aussi massivement contre le régime militaire, bien que Pinochet ait assuré aux officiers que l'image externe du Chili s'améliorerait; b) Pour la première fois dans l'assemblée des Nations Unies, le gouvernement nordaméricain patronne l'accord contre la Junte. A cela s'ajoute le vote de tous les pays d'Europe Occidentale y compris l'Allemagne Fédérale et la France, qui s'étaient abstenus l'année dernière, et d'Israël; c) Dans ces conditions, les Forces Armées s'aperçoivent que le pays se trouve extrêmement isolé et que cette isolement augmente au lieu de diminuer, et ceci au moment même où les pays limitrophes font pression sur les frontières du Chili, et qu'il surgit des situations délicates, telles que l'affaire du Beagle; d) Le pays apparaît dès lors dans un dangereux état d'extrême vulnérabilité; e) La situation se détériore davantage avec la note explicative du vote du gouvernement nord américain, laquelle place aux côtés de la communauté internationale le peuple chilien agissant contre le régime militaire de Pinochet et pour les droits humains. Ceci est un point très important et Pinochet s'y réfère explicitement dans son discours convocant le referendum :

"Quand on fait allusion aux pas que nous avons faits vers la normalisation on affirme qu'ils sont dûs aux efforts du peuple chilien et de la communauté internationale. Ainsi, au moment même où on essaye de minimiser la pleine liberté et l'intention sincère avec laquelle notre gouvernement a impulsé ces initiatives, on présente notre peuple comme étant un allié dans la lutte de l'opinion internationale contre nous. En d'autres termes - ajoute Pinochet - on essaye de légitimer une éventuelle intervention étrangère contre nous; on pose aujourd'hui les prémisses qui permettront d'affirmer demain que cette intervention s'effectuerait au nom de la libération du peuple chilien face à la prétendue oppression dont il est victime actuelle - ment":

Pinochet souligne la préoccupation mili -

4.

taire dans cette phrase: "...on essaye de légitimer una éventuelle intervention étrangère contre nous..."

En conséquence, la consultation populaire est un recours de Pinochet pour sortir de sa faiblesse et récupérer du prestige et de la légitimité, en premier lieu devant les Forces Armées, où l'on commence déjà à le considérer comme le principal responsable de l'impasse où se trouve la sécurité externe du pays. (un peu avant le vote des N.U., la légitimité du gouvernement militaire avait été contestée par una déclaration de Frei qui, répondant à Strauss, avait affirmé qu'il était faux que le Congrès chilien ait demandé l'intervention militaire, que les Forces Armées n'ont pas agi à la demande du Congrès, et que l'une de ses premières mesures fut sa dissolution. Frei, on le sait, était le Président du Sénat au moment du coup d'Etat, c'est-à-dire la plus haute personnalité du Congrès). Pinochet lança sa consultation, mais immédiatement la situation commença à se compliquer pour lui. Estimant qu'il "n'était pas conforme à la loi", le "Contralor" Humeres a récuse le décret qui convoqua la consultation. Pinochet a dû avoir recours au nouveau "Contralor", le ministre Sergio Fernandez, pour qu'il enregistre le décret. Ensuite, le PDC se prononce contre le vote et recommande de s'abstenir ou de voter "No"; les partis de gauche font de même, ce qui provoque un renversement de la situation. Des jeunes d'opposition descendent dans la rue pour crier "No". Pinochet a voulu coïncider ses adversaires en faisant appel au patriotisme (1). Et pourtant, l'opposition trouva une ambiance publique suffisante pour faire face ouvertement à la dictature. Eduardo Frei, dans une conférence de presse, exprima son refus à la consultation en soulignant l'absence de toutes les conditions pour qu'elle puisse se faire en respectant les droits des citoyens. Patricio Alwyn dénonça la consultation comme étant illégitime et dépourvue de garanties et de correction. La consultation - dit-il - tend à identifier

---

(1) Le texte de la consultation disait: "Face à l'agression internationale dont le gouvernement de notre peuple est victime, j'appuie le président Pinochet dans sa défense de la dignité du Chili et je réaffirme la légitimité de la République pour mener souverainement le cours de l'institutionnalisation du pays".

le Chili et son gouvernement, et ce sophisme amène à considérer comme seuls patriotes les gens pro-gouvernement. Auparavant, Pinochet avait traité durement la DC en qualifiant son comportement de "ignoble, vil et antipatriotique" (pour lui la récession politique ne compte pas) et la DC répondit avec fermeté. Luis Bossay et un groupe de dirigeants du Parti Social Démocrate ont demandé aussi de voter "Non".

Le Cardinal et la Commission Permanente de l'Episcopat demandèrent, dans une lettre à Pinochet, que la consultation soit "suspendue ou du moins ajournée jusqu'à ce que soient créés des conditions plus favorables à sa validité morale"... "L'image du Chili à l'étranger et le prestige de la Junte et des Forces Armées l'exigent ainsi". Ces personnalités qualifient de "discriminatoire" l'attitude des N.U., mais affirment que les Chiliens ne peuvent pas être classés entre patriotes et antipatriotes, que la consultation est ambiguë et polyvalente, et que les citoyens se trouvent sous la pression d'une propagande "harcelante et unilatérale" qui "fausse le but et la valeur de la consultation".

La situation s'alourdit davantage quand on apprend que Leigh et Merino ne sont pas d'accord avec la consultation, brisant ainsi ouvertement le monolithisme de la Junte. Dans une lettre à Pinochet, Leigh lui fait part de l'opposition de la Force Aérienne avec une profusion de critiques (la consultation entame le prestige et l'honneur des Forces Armées, on ne pourra pas empêcher les doutes et les soupçons à propos de la procédure, sa convocation viole le statut de la Junte puisque Pinochet n'a pas d'attributions pour cela, elle porte atteinte à l'indépendance du Chili en la subordonnant à l'initiative des N.U., etc.) Seul Mendoza, le chef de "carabiniers", reste fidèle à Pinochet. Tout ceci confirme les dissidences au sein des Forces Armées; ces dissidences peuvent à la longue paralyser le gouvernement militaire, la Junte s'étant attribué le pouvoir législatif et constituant. Dans une déclaration, Radomiro Tomić fait allusion aux divergences parmi les membres de la Junte : "Une semaine avant que Pinochet fasse voter le peuple chilien, il avait déjà perdu les élections au sein même de la Junte militaire. La moitié de ceux qui exercent la dictature sont contre lui. Quel serait le pourcentage de "Non" si les victimes de la dictature étaient capables de s'exprimer avec la même impunité?"

Finalement, une fois effectuées les élections le 4 janvier, les résultats auraient été les suivants selon le Ministre de l'Inté-

rieur : 4.012.023 votes "pour" (75%); 1.029.226 "contre" (20%); et 244.923 de votes nuls ou d'abstentions. S'adressant aux journalistes, Frei avait dit la veille : "Quels que soient les résultats, le monde n'y croira pas". C'est ce qui est arrivé. Thomas Reston, porteparole du Département d'Etat, qualifia la consultation d'acte de "mauvaise foi". Tout le monde a compris qu'il s'agit d'une fraude. Un pays en état de siège continu depuis le 11 septembre, dont le peuple est victime d'une répression inouïe, avec tous les droits civiques suspendus, les partis dissous, la récession imposé à toute manifestation d'opposition au régime, ne peut pas être sérieusement convoqué pour une consultation politique sans que de telles restrictions soient d'abord éliminées. D'autre part, le contrôle du vote et de ses résultats fut confié d'une façon unilatérale aux partisans et fonctionnaires de Pinochet. Dans de telles conditions, le seul aspect remarquable du résultat officiel est le fait que le gouvernement ait reconnu qu'au moins un million de Chiliens ont défié le terrorisme d'Etat en disant "Non".

Cette détestable farce ne sera point utile à Pinochet. Bien au contraire, elle aggrave ses problèmes de fond au lieu de les résoudre. Elle lui permettra d'esquiver provisoirement sa crise de légitimité, mais la consultation ne fait qu'exacerber les problèmes qui sont à l'origine d'une telle crise. En effet, le décret suprême qui convoque la consultation (N° 1308), a offensé la communauté internationale en l'accusant d'"agression" et de "conjuración internationale menée par les grandes puissances" contre le Chili tant d'iniquité l'accord des N.U. Ceci montre bien que Pinochet n'assigne aucune valeur au problème de droits humains, qu'il déforme la préoccupation et les accords des N.U. en les utilisant pour exalter d'une manière irrationnelle le faux patriotisme dans le but de continuer à violer ces mêmes droits et à classer ses adversaires comme étant ennemis ou traîtres à la Patrie. De même, au plan interne, la consultation a laissé parmi les chiliens une dévotion encore plus profonde et plus irritante qu'auparavant, offensant du même coup la tradition civique du pays par un acte électoral truqué. Finalement, pour les Forces Armées, il devient évident que Pinochet s'oriente progressivement vers un gouvernement à caractère personnel plutôt que vers des Forces Armées en tant qu'



institution. Déjà en février 1977 il voulut accroître ses attributions au détriment de la Junte militaire, ce qui ne fut pas accepté par les autres membres de la Junte. Mais cette fois-ci Pinochet imposa la consultation sans l'accord (et presque sans leur connaissance préalable) de deux membres de la Junte. Démarche analogue à celle de son discours de Chacarillas où il traça tout un plan d'institutionnalisation de la dictature que les autres ne connaissaient pas. Les divergences furent cette fois-ci plus graves. En passant sur les objections de deux membres de la Junte, notamment de Leigh, et de celles formulées par le "Contralor" Humeres, Pinochet met en évidence sa conduite sournoise mais en définitif atrabilaire, quand il s'agit de satisfaire son ambition de pouvoir personnel.

La même conclusion en découle quand il déclare qu'il n'y aura pas d'élections avant dix ans : il contrarie les échéances de son propre projet d'institutionnalisation, pour lequel il demanda aussi l'appui de la population. Cette avidité pour cumuler le pouvoir personnel, même au prix d'une éventuelle dissolution de la Junte, est un facteur qui peut faire surgir des problèmes sérieux au sein des Forces Armées.

Pinochet agit en définitif comme s'il croyait à ses propres fictions. Tout porte à croire qu'il se considère en réalité Président de la République. Maintenant, son arrogance de "caudillo" provincial va se gonfler avec l'"immense" appui des 75% des Chiliens. Toute rectification importante devient donc très improbable.

Après les simagrées initiales, la consultation aura montré comment le dictateur s'enlise davantage dans son impasse, sans qu'il soit plus possible d'en sortir par ces moyens.

---

LA VOIE INSTITUTIONNELLE ET  
LA CHUTE DU GOUVERNEMENT DE  
L'UNITE POPULAIRE

---

Julio Silva Solar

La Gauche Chrétienne, parti membre de l'Unité Populaire, a ouvert une période de vastes discussions et autocritiques parmi ses militants. Dans ce but, ils ont élaboré un document très complet pour servir de base aux idées de chacun de militants. Ce document est composé de trois chapitres. Le premier s'appelle "Critique et autocritique de la période du gouvernement de l'Unité Populaire"; le second, "Le caractère et la politique de la dictature terroriste-fasciste"; et le troisième, "Seul le peuple uni et mobilisé peut renverser la dictature". Sans aucun doute les sujets signalés présentent un intérêt non seulement pour la Gauche Chrétienne mais aussi pour tout l'ensemble des forces populaires de notre pays, et ils sont au centre de l'analyse politique qui incombe à tous les secteurs luttant contre la dictature. Par ailleurs, il est bien connu que l'expérience chilienne est devenue l'objet d'études et même de réflexion politique dans de pays divers. L'initiative de la Gauche Chrétienne est valable et elle favorisera sans doute l'expression de diverses opinions qui contribueront à l'indispensable analyse en cours. Tout ceci enrichit l'élaboration d'une pensée politique qui assimile les événements vécus et soufferts par notre peuple. A cette occasion nous reproduisons quelques observations critiques faites par Julio Silva Solar par rapport à ce document. Elles sont compréhensibles par elles-mêmes sans faire mention du dit document.

: : : : :

Ma première observation fait référence à l'analyse que l'on fait des causes fondamentales de l'échec de L'Unité Populaire. L'accent principal est mis sur l'obstacle ou l'entrave qui aurait représenté la voie institutionnelle mise en place par l'U.P. Celle-ci se serait laissée attacher dans les plis de l'institutionnalité bourgeoise. Le mouvement populaire s'est enfermé dans une confrontation des forces purement institutionnelles en sous-utilisant l'immense pouvoir émanant de la mobilisation sociale, seule capable d'incliner la balance du rapport des

forces en sa faveur. En se maintenant malgré tout dans les marges de l'institutionnalité, le gouvernement populaire s'affaiblissait. L'erreur fondamentale du gouvernement et du mouvement populaire fut de ne pas se préparer pour faire face au coup d'Etat qui était l'aboutissement inévitable de l'offensive séditionnelle. La bourgeoisie, l'impérialisme et les militaires fascistes avaient placé la lutte sur le terrain insurrectionnel, où la victoire ou la défaite sont définies en termes de pouvoir armé. Quand la bourgeoisie et l'impérialisme se préparaient pour obtenir la victoire,

le gouvernement et le mouvement populaire se laissaient entraîner dans une lutte institutionnelle stérile qui n'était plus le champ de bataille définitif.

Voilà donc, ci-dessus, les arguments principaux.

Je pense que cette analyse est profondément erronée et même plus, ce genre de positions qui existaient certainement à l'époque du gouvernement de l'U.P., a favorisé, sans le vouloir, la ligne putschiste. En effet, cela a contribué directement à sortir la confrontation du terrain institutionnel pour la placer sur le terrain non-institutionnel (où en définitive la victoire ou la défaite est donné par le pouvoir armé). Ceci a aidé, sans doute, d'une manière importante, le but fondamental de la droite "putschiste" dès le premier instant, et qui était précisément ce lui de convaincre les militaires et la Démocratie Chrétienne de laisser de côté le processus institutionnel et de donner suite militaire au problème. Le déploiement de cette thèse au sein de la gauche confirmait le diagnostic et la pression de la droite sur les militaires, c'est-à-dire, facilitait leur travail et leur permettait de gagner de la force et plus de conviction dans le champ militaire et parmi les secteurs favorables du coup d'Etat. Toute la science du commandement de la droite et de la CIA était dirigé à mener aux extrêmes le conflit de classes, à le présenter comme débordant et brisant le schéma institutionnel, à produire la crise des mécanismes institutionnels, et à nier toute possibilité de solution.

Naturellement l'institutionnalité est toujours une entrave. Mais, l'important dans ce cas-là, c'est qu'elle entravait davantage la droite (opposition) que le gouvernement (UP). A l'intérieur de l'institutionnalité, la droite ne pouvait pas renverser le gouvernement populaire et moins encore écraser les forces qui le soutenaient, c'est-à-dire, le mouvement populaire. Voilà la raison pour laquelle elle voulait détruire cette institutionnalité et provoquer l'affrontement militaire qui donnerait

vie à une dictature militaire de droite. Au fur et à mesure que le gouvernement de l'U.P. rompait avec l'institutionnalité, il ne faisait que collaborer avec la droite. Allen de comprit très bien qu'il avait intérêt plutôt à renforcer l'institutionnalité qu'à l'affaiblir. C'était tout à fait le contraire qui intéressait la droite. Les gens de gauche qui n'ont pas compris cela ont contribué sans le vouloir au coup d'Etat.

Du point de vue du rapport de forces, il n'y a pas le moindre doute que le terrain institutionnel était beaucoup plus favorable pour l'U.P. que le terrain d'une confrontation armée. Certainement que sur ce terrain l'U.P. n'avait pas "tout le pouvoir", mais elle en avait assez et elle put avancer dans l'achèvement de son programme. Le rapport des forces, dans un tel terrain, permit d'obtenir le pouvoir exécutif et d'obtenir d'importantes conquêtes et progrès. Naturellement, dans le régime institutionnel il y avait le mouvement populaire, le mouvement de masses qui était le facteur dynamique du processus et de la victoire de 1970 et du progrès qui suivit. Telle était la force qui faisait irruption et qui atteignait de très bonnes positions, dont l'U.P. et Allende étaient l'expression. Par contre, le rapport de forces sur le terrain militaire, l'affrontement armé, était extrêmement défavorable au mouvement populaire. Les nombreux jugements que l'on fait sur le caractère des Forces Armées chiliennes, extrêmement liées au système bourgeois et impérialiste confirment que sur un tel terrain, la confrontation ne pouvait que conduire à l'anéantissement du mouvement. Pour cela, la création politique originale de l'U.P., devait éviter la confrontation et non d'y contribuer. La conception de l'existence de certaines lois générales pour effectuer le passage au socialisme (la confrontation et la dictature du prolétariat) qui sont inévitables et par lesquelles il faut nécessairement passer, en les appliquant selon les particularités de chaque cas, fut un élément qui confondit et désorienta profondément.

Il fallait appliquer de telles lois

au cours du processus et décider du problème du pouvoir. Il y avait des gens patients, d'autres moins patients (tant pis) ne s'apercevaient pas que le modèle théorique ne correspondait pas au caractère de l'expérience chilienne, où le peuple dans ce cas-là, n'avait rien à gagner mais tout à perdre, et qu'il fallait s'orienter justement dans la direction inverse, en limitant la marche pour ne pas dépasser la dynamique de la contestation.

Certainement l'expérience chilienne nécessitait une création politique propre, et non l'application de principes sortis d'autres expériences complètement en dehors de la voie institutionnelle. Il n'y a pas eu cette création et cela a été un défaut fondamental des partis de l'U.P. Dans nos partis, il y avait une charge idéologique leniniste très forte qui étouffait toute autre création politique qui ne s'a-

daptait pas à la dite idéologie. Le leninisme n'a contribué en rien à éviter l'isolement et la défaite de la classe ouvrière. Au contraire, bien ou mal compris, il a contribué plutôt à désorienter l'avant-garde. Dans les conditions du Chili, le leninisme est la théorisation d'expériences révolutionnaires qui se développent dans des conditions très différentes des nôtres. Ainsi, il n'a pas été un modèle utile pour nous. Appliquer le leninisme à notre processus, c'était essayer de rassembler deux pièces qui ne s'ajustent pas. Voilà la raison de l'exaspération qu'en résulta. Il ne s'agit pas d'être contre le leninisme. Au contraire, c'est une expérience et une théorie qui peuvent laisser beaucoup d'enseignements, mais qui a perdu sa vigueur comme modèle universel. Même les partis communistes des démocraties occidentales les plus importantes et d'autres pays, se sont écartés de la conception centrale du leninisme: la dictature du prolétariat. L'eurocommunisme développe une pratique et une pensée politique qui difficilement peuvent se reconnaître dans le leninisme classique.

#### LE PROCESSUS QUI CONDUIT AU COUP D'ETAT MILITAIRE

Nous ne pouvons pas dire que pendant le gouvernement populaire il n'y ait pas eu un grand mouvement de masses, un grand mouvement social, ou bien qu'on a sous-utilisé le pouvoir de ce mouvement. Loin de cela, tout ce qui a été fait, on le doit au mouvement de masses. Sans lui, l'U.P. n'était qu'un corps vide. Il s'est manifesté de plusieurs façons et aussi directement, dans la rue, dans les usines, dans les "poblaciones", etc. On dit que le mouvement de masses s'est réduit à un appui au pouvoir institutionnel conquis, mais qu'on n'a pas su l'utiliser pour faire pression sur cette institutionnalité et lui arracher des concessions, et que le mouvement de masses perdit ses forces et se bureaucratisa. La vérité est autre. Effectivement le gouvernement de l'U.P. a résisté à une certaine mobilisation de mas-

ses destinée à rompre l'institutionnalité. Et il avait raison puisque la stabilité même du gouvernement en dépendait. Mais si l'on tient compte que la formation du secteur de propriété sociale, par exemple, a été faite dans une grande partie, par l'action et par la pression des masses sur l'institutionnalité, et même sur ce qu'on a appelé "les brèches" de celle-ci, on pourra apprécier comment le mouvement de masses utilisa son pouvoir.

L'idée d'accumuler de forces sur la base d'un mouvement de masses ne reconnaissant pas les limites de l'institutionnalité est très trompeuse. C'est une de ces affirmations générales dont les résultats, dans la pratique, dépendent d'un contexte plus ample. Au Chili il y a eu au moins deux de ces mouvements pendant

le gouvernement populaire : le mouvement de reprise des terres dans la campagne et celui de "cordons industriels" (coordination des travaux dans les zones industrielles) en vue de créer le pouvoir populaire. Aucun d'entre eux n'atteignit une grande mobilisation de masses et par contre ils suscitèrent une réaction adverse qui permit un isolement plus grand de la masse mobilisée par rapport à l'ensemble du peuple et de la société. De ce point de vue la recette générale de la mobilisation de masses, sans entraves constitutionnelles, afin d'accumuler des forces, peut avoir des effets contraires; selon le rapport général de forces, au lieu de renforcer le mouvement populaire, peut l'affaiblir.

On affirme que l'erreur fondamentale du gouvernement populaire fut de ne pas s'être préparé à faire face au coup militaire. Ne pas s'être préparé pour aller au terrain où "la victoire ou la défaite se définit en termes de pouvoir armé". Au lieu de cela, le gouvernement restait empêtré dans la lutte institutionnelle, qui "d'ailleurs n'était plus le champ de bataille définitif".

Certes, il n'aurait pas été suffisant que le gouvernement s'approprie la "thèse" de la lutte armée. Le moins qu'il aurait dû faire, c'était de préparer une armée ou une milice populaire. C'est-à-dire, se mettre entièrement en dehors du régime constitutionnel qui ne reconnaît comme forces armées (qui possèdent des armes et qui se préparent militairement) que celles que la constitution reconnaît. Cette préparation aurait difficilement échappé à la vigilance des Forces Armées et des Services de renseignements. De toute façon, au moment de la confrontation (que l'action de préparation aurait provoquée) il est invraisemblable que tout ce que le gouvernement aurait pu préparer dans la clandestinité, puisse être capable de faire face au pouvoir militaire de l'armée, de la marine, de l'aviation et de la gendarmerie. Dans une telle éventualité, l'affrontement armé aurait été probablement un peu plus long mais aussi

beaucoup plus sanglant, le massacre des civils aurait été plus grand et la justification morale, militaire et politique des Forces Armées face à la population et au monde entier aurait eu une base plus solide. Le mouvement populaire aurait été beaucoup plus endommagé et sa récupération beaucoup plus lente (rappelons-nous la guerre civile espagnole).

Pour soutenir cette opinion je peux citer le jugement du Général Carlos Prats qui, en faisant référence à ces tendances, a dit : "S'ils croient qu'ils peuvent affronter les Forces Armées et la Gendarmerie avec la moindre possibilité de réussite, ils sont des fous!" ("Une vie pour la légalité", p. 61).

Je crois donc, que la cause de l'échec de l'U.P. est mal placée. Ce n'est pas l'insuffisance de mobilisation des masses ni le manque de préparation militaire. Au contraire, l'activation de ces facteurs aurait aggravé l'échec. Tout le sens et l'art de la politique de l'U.P. n'était pas de se préparer pour la confrontation mais d'éviter celle-ci. Toute sa conception politique était (et elle aurait dû être beaucoup plus rigoureuse) orientée par cette idée. C'est pour cela que les tendances extrémistes qui appelaient à l'affrontement, à la radicalisation du processus, à la marche en avant sans concessions furent extrêmement nuisibles et déplorables et servirent, en fait, les intérêts de la droite putschiste qui essayait de dévier le processus vers le terrain où les Forces Armées, étant supérieures, s'imposeraient. A gauche, par contre, l'affrontement et la lutte armée n'étaient que des bravades ou bien la simple affirmation d'une thèse politico-idéologique, vu que derrière les mots il n'y avait rien, même pas une réelle décision de lutte, si celle-ci suppose au moins la coordination des conditions organiques minimales, lesquelles, au moments des événements, n'existaient guère.

L'Unité Populaire échoua parce qu'elle n'a pas pu préserver le régime institutionnel et par là même, la voie institutionnelle du changement social.

Ce n'était pas fatale qu'arrivait ce qui est arrivé. Le coup militaire n'était pas possible par la seule volonté d'un groupe de militaires et de civils fascistes ou de droite. De fait, ils avaient échoué dans leurs tentatives antérieures. Le coup militaire exigeait de conditions politiques, sociales, économiques, de psychologie collective qu'il n'était pas facile de produire et qui ne se produisent pas par décret ou par la seule volonté de ceux qui les créent. Il ne suffisait pas non plus que l'impérialisme décide de provoquer le putsch pour que celui-ci se produise facilement. En fait, en septembre-octobre 1970 il n'y est pas arrivé. Tout l'effort de l'U.P. devait s'orienter pour que ces conditions ne se produisent pas.

Le point de départ d'un tel effort était une estimation réaliste de ce qu'on pouvait faire avec les forces dont on disposait. Les forces de l'U.P. étaient limitées. La plupart des citoyens étaient dans l'opposition. De même, et non par des "vices" électoraux, la majorité au parlement était aussi dans l'opposition. Allen obtint 36% des voix. L'U.P. n'atteignit 50% que pendant une brève période (du mois d'avril à juillet 1971). En mars 1973, l'U.P. obtint 44%. C'est-à-dire, la majorité était dans l'opposition. Elle se résistait au processus. Quelques couches sociales contestaient vivement (les camionnaires, les commerçants, les médecins, etc.). L'U.P. n'était pas soutenue par tous les paysans, ni par la C.U.T. toute entière. (la Démocratie Chrétienne eut 30% des voix au sein de la C.U.T.). Evidemment, à l'intérieur des Forces Armées le rapport des forces était amplement défavorable pour l'U.P.

La grande erreur consista à croire qu'avec ces forces on pouvait aller aussi loin que l'on souhaitait. Peut-être le programme en soi (au moins dans ce qui concerne le secteur social) allait au-delà de ce que nos forces en permettaient. Mais pour beaucoup de secteurs "à gauche" le programme n'était pas une limitation mais un tremplin pour passer au-delà, pour que le

processus devienne irréversible, c'est-à-dire, pour établir le pouvoir prolétaire et construire le socialisme.

Ceux qui se situaient dans une telle perspective considéraient que tout essai d'alliance avec la Démocratie Chrétienne ou avec le secteur constitutionnaliste des Forces Armées était une entrave et une conciliation inacceptable (réformisme). Ils considéraient que cela signifiait évidemment fixer des limitations au programme. C'est très claire que cette alliance n'aurait jamais eu lieu pour établir le pouvoir prolétaire et le socialisme.

En effet, au moment le plus aigu du conflit pour le pouvoir total, fatalement les Forces Armées prenaient leur place en opposition à la classe ouvrière et au pouvoir révolutionnaire. Il n'était pas réaliste d'attendre autre chose. On pouvait concevoir que les Forces Armées fussent du côté du pouvoir institutionnel (comme c'est arrivé pendant trois ans) et qu'au cas d'une émergence, au moins la partie d'entre elles la plus démocratique et constitutionnelle resterait avec le gouvernement pour défendre le régime institutionnel. Mais cela ne pouvait se concevoir: Que dans un conflit de classes au moment de décider sur le problème du pouvoir, les Forces Armées fussent avec le pouvoir révolutionnaire, avec les partis marxistes-leninistes pour écraser le pouvoir bourgeois et assumer le pouvoir prolétaire. On ne pouvait pas s'y attendre même pas de la part du secteur constitutionnaliste. On pouvait compter seulement sur les militaires à la conscience révolutionnaire et socialiste, qui étaient très peu, très isolés et surveillés à l'intérieur de leurs institutions.

La perception réaliste de leurs propres forces et de celles de l'adversaire, et par conséquent, la fixation d'objectifs limités à de telles possibilités, et l'ouverture vers les couches moyennes pour atteindre ces objectifs (par exemple, la réforme agraire, la nationalisation du cuivre, un secteur social délimité) aurait pu constituer une voie pour éviter la

rupture institutionnelle. Mais l'U.P. dans l'ensemble n'était pas préparée théoriquement ni politiquement pour soutenir avec fermeté une orientation de ce type, moins encore quand elle était éperonnée par les forces extrémistes qui croyaient avoir "tout le pouvoir" à la portée de la main et qu'il n'y avait qu'à le prendre. En bref, l'U.P. n'a pas su mesurer ses propres forces, ni l'ampleur de la résistance et des réactions que sa gestion suscitait, et qui, à un moment donné, pouvait se tourner contre elle. C'est cela qui détermina, à mon avis, notre échec. Dans ce cas-là, les erreurs poli-

tiques ont eu des conséquences dramatiques pour tout le peuple. Ce qui doit être une source de réflexion au sujet de l'énorme responsabilité qu'exige la fonction politique. Pendant plus de 40 ans, la raison ou le tort en politique a eu des effets pour ainsi dire "académiques", dans notre pays. Cela a été une mauvaise école, car elle fut une contribution à la légèreté et à l'impunité de la langue et de la pensée. Maintenant on devrait comprendre que l'erreur politique peut entraîner beaucoup de tragedies individuelles et collectives.

### LA STRATEGIE DU CONSENSUS

Une seconde observation critique se rapporte à l'alliance unitaire dans la lutte contre la dictature fasciste, et aux objectifs assignés à cette alliance. Cette observation est complémentaire d'une certaine manière de la précédente, car il s'agit de sujets très proches qui correspondent à une même pensée politique. Elle se trouve être la continuation de la même pensée que nous avons estimée erronée dans notre critique antérieure.

Parmi les tâches ou les bases sur lesquelles l'alliance unitaire se structure, on signale : a) que la rencontre insurrectionnelle militaire des luttes politiques et des masses du peuple travailleur contre la dictature est inévitable; b) qu'il n'y a pas de victoire du peuple qui ne comporte la destruction politico-militaire des forces armées, base d'appui et de reproduction de la répression fasciste; c) que la résistance des travailleurs construit avec patience et ténacité sa propre force militaire. Il est probable que cette force militaire propre soit combinée avec des éléments de troupe et de cadres patriotes et antifascistes des Forces Armées actuelles, comme base de la nouvelle force militaire post-fasciste; d) que de la résistance au fascisme naît un Etat populaire qui soit dans des conditions de commencer la transformation socialiste, sans avoir re-

formation socialiste, sans avoir recours à une nouvelle révolution politique. La vitesse d'accomplissement des tâches -démocratiques ou socialistes - peut varier, même être lente mais le système d'adoption de décisions (c'est-à-dire, le pouvoir) doit rester entre les mains du peuple et ses avantgardes dès le premier moment. On met l'accent sur le fait que l'objectif final du nouveau gouvernement doit être l'installation du socialisme et qu'entre ses tâches nationales et populaires et les tâches de construction d'une société socialiste, il n'y a pas de solution de continuité mais un développement naturel progressif et une élévation du processus; e) que les moyens de production doivent être soumis à une régime de propriété non capitaliste, c'est-à-dire, doivent être la propriété de l'Etat ou la propriété sociale non étatisée.

Cette indication suffit à caractériser la conception de l'alliance ou front de libération qui est proposé ainsi que ses objectifs. L'intérêt n'est pas du tout de discuter sur la vraisemblance ou la probabilité des sujets traités, - notamment "a" et "b", en tenant compte que la fin récente du régime fasciste au Portugal, en Grèce et en Espagne, n'a pas suivi les mêmes étapes inévitables contenues dans les dits sujets -, mais plutôt d'en tirer le caractère même de la conception que le parti préconise et

fait sienne.

Une telle conception, a notre avis, est entièrement incompatible avec l'idée d'un front qui régroupé toutes les forces antifascistes, y compris les secteurs moyens, la D.C, et le radicalisme, ainsi que le document l'expose ensuite. Un front ne se fait pas à base de simples appels, mais en développant les conditions qui rendent possible l'alliance requise. Dans ce cas les conditions n'ont rien à voir avec l'alliance voulue; elles ne conduisent qu'à l'antagonisme avec une partie des forces incluses éventuellement dans l'alliance. Bien plus, une telle conception ne réussira même pas à établir une alliance à l'intérieur de la gauche puisque seulement une partie d'elle partage cette conception. Avec quelques nuances, le Mir, le Mapu, la "coordination" socialiste et d'autres groupes moins importants, se trouveraient dans cette même ligne. Il y a donc une profonde incohérence dans cet argument, si l'on cherche une alliance unitaire des forces anti-dictature.

Il ne serait pas incohérent de proposer un front qui réunisse les secteurs de la gauche cherchant à remplacer la dictature pour un pouvoir ouvrier qui ait sa propre force militaire tout en construisant le socialisme. Il ne s'agit pas d'écarter cette possibilité mais de la reconnaître telle qu'elle est. Si cet éventuel pouvoir ouvrier peut déjà construire et préparer une force militaire, et avec elle et l'appui de masses, renverser la dictature et se constituer en pouvoir d'Etat créant son propre appareil d'Etat, voici au moins un voie cohérente.

Ce pouvoir peut être imposé a la société chilienne par la force armée et l'appui des masses, et peut même imposer le socialisme et gagner des alliés parmi les secteurs non ouvriers. Mais cela suppose un pouvoir ouvrier armé, "une direction ferme et homogène" et un appareil de répression implacable pour écraser les résistances et mouler la société dans le nouveau régime. C'est ce que l'on appelle (théoriquement) la dic-

tature du prolétariat. Il y en a plusieurs expériences historiques, même en Amérique latine (Cuba).

Telle a été jusqu'à présent la seule voie du "socialisme réel". Il est vraie, aucun socialisme n'a été encore établi par une autre voie. Déguiser ce pouvoir par d'autres noms ou l'édulcorer au goût du palais démocratico-pluraliste n'a plus aucun sens. Sans doute, on peut avoir de bonnes et honnêtes intentions à cet égard. Le problème pourtant ne se décide pas d'après les bonnes intentions des personnes, mais par le caractère même et par les exigences propres à l'entreprise à laquelle on s'attaque. Un pouvoir hégémonique du prolétariat avec sa force armée propre, qui s'impose par l'insurrection, qui a besoin de préserver sa stabilité dans une zone du monde comme celle où est situé le Chili, qui construit le socialisme, doit forcément avoir recours à une dose de coercition et de répression si grande qu'elle ne serait sûrement pas une des plus douces dictatures du prolétariat.

Pour une part, je ne suis pas d'accord avec cette conception. Non seulement parce que je la crois peu réalisable (et dans ce sens déconseillée pour les réactions pro-fascistes qu'elle engendre, notamment au sein des forces armées qui se sentent menacées comme institution), mais aussi parce que je crois qu'elle est un retour en arrière (historiquement) et parce que ses résultats laissent beaucoup à désirer (c'est-à-dire, le régime socialiste tel que nous le connaissons).

En effet, cette conception n'a pas pu se tracer un chemin, moins encore s'imposer dans des pays où le développement de la société est devenue plus complexe et plus évolué, comme c'est le cas des démocraties occidentales. Avec cette conception la classe ouvrière n'a pas pu surmonter son isolement plus ou moins grand selon les cas. Dans nombre de cas (les Etats Unis, pays socio-démocrates, etc) cette conception est isolée même à l'intérieur de la classe ouvrière. L'expérience chilienne confirme cette règle.



La gauche chilienne doit trouver sa propre définition, sans éviter les problèmes de fond. L'imprécision a conduit, en fin de compte, pendant le gouvernement de l'U.P., à la paralysie de l'ensemble et à l'annulation réciproque des deux tendances, sans qu'aucune d'entre elles puisse se développer. Cela n'a pas de sens, et maintenant moins que jamais. Au contraire, ceux qui sont dans la ligne de la révolution armée pour imposer le pouvoir prolétaire, au lieu de perdre leurs énergies et leur temps à convaincre les autres du bien-fondé de leur thèse (sans la moindre réussite), devraient les employer à mettre leur pensée en pratique. Tout ce qu'ils pouvaient faire sur ce terrain, les petites réussites partielles qu'ils atteindraient, auraient un pouvoir de conviction supérieur à celui de longues années de discussion, de thèses et de discours à ce sujet.

La conception politique de la Gauche Chrétienne doit être orientée dans une autre direction. Elle doit travailler, à mon avis, sur la base de la réalité de notre pays et de soi-même, c'est-à-dire d'un pays dont le progrès (de même que pour les pays politiquement plus développés) doit s'appuyer sur une vaste alliance sociale, y compris les couches populaires (ouvriers, paysans) et les couches moyennes. Il faut tracer les bases objectives de cette alliance en termes de consentement et non d'obligation. C'est un long travail qui ne dépend pas de la réponse que nous donnera un jour le parti Démocrate Chrétien, mais qui est toute une conception politique qui doit se développer théoriquement et politiquement.

Il s'agit là de créer une conception politique et un modèle de développement d'un autre type. Il s'agit de travailler sur la base de vastes convergences, qui isolent le fascisme et la droite oligarchique, qui prévoient le progrès dans le contexte d'une démocratie pluraliste et participative. La société finale surgira du processus de démocratisation et de participation et elle ne veut pas se hâter de supprimer toute forme de

propriété privée des moyens de production:

Par contre, l'idée d'une société socialiste (ou république des travailleurs) dans une démocratisation sans fin, correspond à la conception générale que nous avons critiquée. Nous pensons, au contraire, à un processus de démocratisation programmé, par étapes successives, à partir d'une démocratie anti-fasciste. Le socialisme ne serait pas le point de départ mais le point d'arrivée de ce processus de démocratisation à tous les niveaux du pouvoir. Ses contours ne peuvent pas être définis, du fait même, à l'avance.

Dans des sociétés comme la nôtre, les secteurs moyens sont une force importante et même décisive, qualitativement et quantitativement. Ils sont majoritaires dans l'Eglise, les Forces Armées, la Démocratie Chrétienne et dans le radicalisme. Il y a des catégories de travailleurs (spécialement d'employés), professionnels, artisans, travailleurs indépendants, petits et moyens entrepreneurs, dont l'influence va plus loin. Cette force peut s'incliner vers la droite et même servir de base sociale au fascisme, comme cela s'est passé au Chili. Il est important d'analyser le pourquoi de ces événements et dans quelle mesure, nous (l'U.P., la Gauche Chrétienne) y avons contribué. Plus important encore, il nous faut structurer une politique pour que cela n'arrive plus et que par contre la droite fasciste soit isolée. Comme cela se passe aujourd'hui au Chili. C'est la situation d'aujourd'hui qui doit être prolongée et développée. On peut concevoir aussi que les secteurs moyens puissent être obligés, par un pouvoir ouvrier armé, de s'allier avec un certain soutien de masse. On a déjà dit pourquoi nous n'envisageons pas une telle perspective. Mais il reste la possibilité de dessiner une politique qui soit pour un consentement ample, à partir d'une commune position anti-fasciste déjà atteinte.

Certainement on a besoin de rectifications dans les positions traditionnelles de l'Unité Populaire et de la

Démocratie Chrétienne (pour simplifier). On a besoin d'une pratique et d'une élaboration nouvelle. C'est la perspective dans laquelle nous nous situons, celle qui correspond à la Gauche Chrétienne, qui n'est pas objectivement une avant-garde ouvrier léniniste, mais une avant-garde chrétienne qui réunit aussi bien des secteurs moyens que des couches populaires. Cette politique doit commencer par reconnaître que l'esprit de l'hégémonie de classe ou de parti ne crée pas de conditions favorables à ce consentement dont nous cherchons. Bien au contraire, il augmente la méfiance et le sectarisme réciproques. Seul l'ensemble du peuple engendre démocratiquement le pouvoir légitime.

La relation gouvernement - opposition doit se comprendre d'une façon très différente de la façon traditionnelle. Il paraît donc évident que cette ample convergence de forces ne peut s'articuler et progresser que sur la base de la reconnaissance d'un régime de droit et d'une voie institutionnelle vers le changement de la société. Finalement, la réalisation et le développement des droits humains, sous tous leurs aspects, comme principe formulateur des accords ou de programmes concrets, auraient la capacité d'unifier une volonté nationale plus étendue socialement et politiquement. Telles orientations, parmi d'autres, peuvent être le point de départ pour un travail politique cohérent avec ce but: la convergence créatrice et prolongée de l'ensemble des forces qui luttent aujourd'hui contre la dictature fasciste.

= = = = =  
 = = = = =

SUR L'AIDE EXTERNE AU REGIME MILITAIRE

Les informations suivantes ont été réunies de diverses sources par Chile America

A partir du Coup d'Etat Militaire du 11 Septembre 1973, s'est déversé au Chili une aide financière inusitée, consistante en crédits, en donations, en garanties et re-financement des dettes. Grâce à cette aide le régime militaire a pu subsister. Parallèlement la répression interne, spécialement vers les secteurs de travailleurs, ont été le complément indispensable à l'aide externe pour imposer une politique économique déterminée.

Les principaux soutiens externes au régime chilien ont été quelques gouvernements, quelques secteurs de la banque privée internationale, des entreprises transnationales ou des organismes de crédits internationaux.

L'aide économique du gouvernement des EE.UU. a été dirigée principalement par l'agence Internationale pour le Développement (AID). Son expression a consisté en importantes donations et des crédits à long terme, avec de conditions de remboursements assez intéressants. Par exemple le Programme des Aliments pour la Paix (PL 48, titre 2) a couvert pendant l'année 73 le 20% de la consommation du blé du pays. L'aide totale sous ce titre a été de 57,7 millions de dollars, mais pour les autres pays de l'Amérique Latine, l'aide totale s'est élevée seulement à 9 millions de dollars. Le même problème est observé dans le programme de financement en faveur de la construction de logements (Housing Investment Guaranties). Lors des années 75-76 cinquante cinq millions ont été accordés au Chili et quatre millions de dollars pour les autres pays de l'Amérique Latine.

Cette attitude préférentielle de l'AID se manifeste, aussi à l'EXIMBANK, au Commodity Crédit Corp., en ce que concerne la re-negotiation de la dette externe, dans l'octroi de garanties aux crédits accordés par la banque privée nordaméricaine, etc.

L'appui des Etats Unis et d'autres pays s'est manifesté également dans des organismes internationaux d'aides financières, tel que le Fond Monétaire International, la Banque Interamericaine pour le développement et la Banque Mondial. L'aide financière octroyée a été fournie avec l'appui du gouvernement des EE.UU. qui dispose d'une influence décisive sur chacun de ces organismes et avec l'approbation des autres états membres.

Le Fond Monétaire International (FMI) a souscrit avec la Junte de crédits "stand by" que s'élèvent à 79 millions de dollars au cours des années 74-75 pour droits de tirage spéciaux. Pendant ces années ont été également accordés des crédits à compte de "Facilités Pétrolières". Les dettes du pays avec le FMI. ont augmenté d'une façon importante lors du gouvernement militaire.

Progression de la dette du Chili envers le FMI.

(Source: la Banque Centrale du Chili. En millions de dollars de chaque année, soldes au 31.12.)

1970 .....	2,0	1974.....	195,0
1971 .....	39,0	1975.....	387,0
1972 .....	90,0	1976.....	482,0 (a)
1973 .....	95,0	(a) au 30 Juin	

Pour sa part la Banque Mondiale a aussi participée a cette politique d'assistance large et préférentielle. Les crédits accordés entre 1969 et 1976 sont:

Crédits approuvés par la Banque Mondiale

(Source: Banque Mondiale. Millions de dollars. Année fiscal des EE.UU.)

1969 .....	11,6	1973 .....	0,0
1970 .....	30,2	1974 .....	13,5
1971 .....	0,0	1975 .....	20,0
1972 .....	0,0	1976 .....	30,0
		1977 .....	60,0

Note: Les crédits signalés au cours de l'année fiscal 77 ont été accordés par la Banque Mondial en Décembre 1976.

A la Banque Interamericaine du Développement, l'on observe la même situation: une importante aide à partir du coup d'état.

Crédits approuvés par la Banque Interaméricaine du Développement.

(Source: Banque Interamericaine du Développement. Millions de dollars année fiscal des EE.UU.)

1969 .....	31,9	1973 .....	5,2
1970 .....	45,6	1974 .....	97,3
1971 .....	12,0	1975 .....	70,8
1972 .....	2,1	1976 .....	sans information

Ces données nous permettent de conclure que le régime militaire a disposé d'une aide importante provenant principalement du gouvernement des Etats Unis et des agences dans lesquelles ils ont un poids décisif.

A la Banque Mondiale la plupart des pays capitalistes développés se sont abstenus. Seuls, les pays scandinaves ont voté contre. La République Fédérale Allemagne, que s'était

abstenue à la Banque Mondiale, à la fin de l'année dernière a commencée à appuyer l'assistance financière au régime chilien.

L'aide externe en 1977

A présent l'aide externe continue à s'écouler avec force, quoiqu'il y a une évolution par rapport à l'origine de ressources.

La nouvelle administration des E.U.A. a réduit la remise de fonds, ce qui devrait se refléter aussi au sein des organismes internationaux de crédits; néanmoins la banque privée des E.U.A. et d'autres pays, de même que d'autres gouvernements, ont pris la tête de l'assistance financière.

Les montants de crédits à moyen et long terme disponibles pour l'année 1977 s'élèvent à 721,7 millions de dollars, au 30 juin, dont 323 en provenance de la banque privée internationale.

D'autre part, il y a des démarches en cours afin d'obtenir presque 600 millions de dollars supplémentaires sous les mêmes conditions, à moyen et court terme.

RESSOURCES A MOYEN ET COURT TERME REMIS ET EN COURS  
D'OBTENTION POUR L'ANNEE 1977.

	Ressources disponibles	En cours d'obtention	Total
Banque privée	323,0	193,0	516
Gouvernements	287,0	250,0	537
Inst. Internat	111,7	155,0	266,6
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	721,7	598,0	1. 319,7

Le régime disposerait d'un total de 1.300 millions de dollars, sans tenir compte des flux qui rentrent au pays destinés à la spéculation financière ni ceux qui pourraient apporter les investisseurs étrangers.

Si nous faisons l'analyse des fonds remis par la banque privée, nous constatons que la plupart proviennent des E.U.A. Néanmoins, l'Europe a commencé à participer très activement pendant l'année 1977. Mais, à différence de la banque nordaméricaine, la banque européenne nécessite l'autorisation des gouvernements pour effectuer ces crédits. Dans ce sens là, la République Fédérale Allemagne se fait remarquer nettement puisque son gouvernement a autorisé jusqu'à présent 40 millions de dollars, et 100 millions de dollars supplémentaires se trouvent en cours de négociation. Les gouvernements de France, Angleterre, Espagne et l'Autriche ont dû autoriser aussi des crédits pour le régime chilien à travers leurs banques.

Le dernière crédit, le plus considérable, a été signé au

mois de juin par le Ministre du Commerce Espagnol lors de sa visite au Chili; le montant de celui ci s'élève à 110 millions de dollars.

Il y a en cours 250 millions en plus par la voie gouvernemental de la République Argentine et de la République Populaire de Chine. Cette dernière a été visitée par un groupe d'hommes d'affaires qui ont manifesté leur intérêt pour élargir les échanges et obtenir une aide plus importante.

Les derniers crédits provenant des institutions internationales ont été accordés à la fin de l'année 76, aucun nouvel accord n'a été signé depuis. Cependant, ces institutions, continuent à étudier des projets présentés par le régime chilien. En effet, la Banque Interamericaine pour le Développement a envoyé une mission au Chili en Février 77 afin d'examiner un ensemble de projets que leur ont été soumi (El Mercurio 26.2.77) A la fin du mois de juin, un autre groupe d'experts de la B.I.D. s'est rendu à Santiago pour examiner un crédit destiné au tourisme; ce groupe a été dirigé par le chef des opérations de la Banque (El Mercurio 25.6.77).

## CONTROLE MILITARO-CORPORATIF

## AU BRESIL ET AU CHILI

## Fonctions, conséquences et perspectives

Par Mauricio DIAS David

Des putschs, avec le renversement des présidents et l'élimination d'obstacles légaux à l'instauration des régimes militaires, ne sont pas une nouveauté en Amérique Latine. Depuis les guerres de l'indépendance, même dans la première moitié du XIX siècle, jusqu'au récents coups d'Etat, au Brésil (1964), au Pérou (1968), en Argentine (1966,76), en Bolivie (1964, 1971), en Uruguay (1973) et au Chili (1973), l'intervention des Forces Armées latinoaméricaines en politique a été constante, indépendamment du niveau de développement des pays en cause.

Les interprétations données à ce phénomène sont nombreuses et variées mais leur analyse global n'entre pas dans le cadre de cette étude. (1).

Parmi les derniers putschs, il y en a deux qui frappent néanmoins par leur conséquences : celui du Brésil en 1964 avec l'instauration d'un régime militaire qui dure déjà depuis presque 13 ans et dont l'influence s'est fait sentir depuis longtemps bien au-delà des frontières du pays, et celui du Chili en 1973, où la violence et la brutalité du soulèvement militaire contre un régime qui cherchait ouvrir de nouvelles voies pour une société plus juste et indépendante, a réussi à réveiller les consciences démocratiques au point d'aboutir à la formation d'un mouvement international de solidarité qui s'étend encore aujourd'hui. Ces deux putschs sont apparus comme des coups d'Etat institutionnels, c'est-à-dire, des mouvements dans lesquels les Forces Armées ont agi unies et en tant qu'institution et différent par conséquence des autres "pronunciamientos" militaires effectués en faveur de tel ou tel général ou colonel. De même, les deux coups d'Etat ont été appuyés par de forts mouvements de masses ("Défilés avec Dieu pour la famille" au Brésil et "l'insur-

rection de la bourgeoisie" au Chili), se proclamant comme des mouvements de restauration de la démocratie et apparaissant comme des régimes de transition entre deux gouvernements civils.

13 ans après, au Brésil et 3 ans et demi plus tard au Chili, on observe que les régimes militaires en place, ont abandonné depuis longtemps leurs idées initiales de n'être que des régimes de transition et se caractérisent à l'évidence par l'établissement d'un contrôle militaro-corporatif sur l'appareil d'Etat dont l'idéologie se centre sur la "Doctrina de la Seguridad Nacional".

Avant d'aborder l'analyse des caractéristiques de ces régimes, nous nous proposons jeter un bref coup d'oeil retrospectif sur le problème brésilien, car en raison du temps qui s'est écoulé depuis l'intervention militaire, il est assez facile de se perdre et de négliger des éléments importants pour l'analyse. Dans le cas chilien au contraire, l'aspect spectaculaire des événements et leur proximité dans le temps nous dispense d'insister sur la partie descriptive.

### I. LA VARIANTE BRÉSILIENNE

Du strict point de vue des différents courants d'opinion existant au sein des Forces Armées brésiliennes, le régime instauré par le coup d'Etat militaire de 1964 représente le couronnement d'une lutte entre deux tendances qui se manifestait depuis assez longtemps, avec la prépondérance alternative de l'un sur l'autre.

Les militaires brésiliens ont toujours eu une grande participation dans la vie politique du pays, soit directement par la présence ou la candidature d'officiers de haut rang à des postes de gouvernement, ou comme critiques du gouvernement en place. Les différents partis politiques ont traditionnellement cherché parmi les officiers des candidats aux postes électifs. Ainsi, en 1964, le Brésil était, chose curieuse, l'unique pays latinoaméricain où la direction du parti communiste comprenait un grand



nombre de militaires d'active ou en retraite (2).

Pendant la période qui suivit à celle de l'Etat Nouveau, c'est-à-dire depuis le renversement de Vargas en 1945, deux grands courants d'opinion apparurent au sein des Forces Armées : l'une ouvertement contraire à Getulio Vargas, fortement anticommuniste et favorable à l'établissement d'une alliance étroite avec les Etats Unis, et l'autre centré autour d'un programme nationaliste qui représentait un réel défi aux concepts idéologiques dominants à l'époque, en pleine période de guerre froide. Aux élections au Club Militaire de Rio de Janeiro, mécanisme institutionnel le plus important du débat entre militaires, la lutte entre ce deux courants laissait fréquemment entrevoir quelle était la prise de position de la grande majorité des officiers. Par exemple, à l'élection de 1950, la liste nationaliste qui défendait le monopole de l'Etat sur le pétrole et regardait avec sympathie un retour de Vargas à la politique, élit le Général Estillac Leal à la Présidence du Club par 3.879 voix contre 2.708. Le candidat battu par les nationalistes était le Général Cordero de Faría, commandant de l'Ecole Supérieure de Guerre qui venait d'être créée et qui allait avoir une si grande influence sur les gouvernements militaires postérieurs à 1964. Getulio Vargas, élu à la Présidence en 1950 sur un programme nationaliste, nomma Estillac Leal Ministre de la Guerre.

Le candidat alors battu par Vargas était le brigadier Eduardo Gomez, personnalité importante dans les cercles militaires anti-getulistes. Aux élections suivantes, en 1952, les secteurs militaires qui avaient été battus antérieurement, menèrent une intense campagne et réussirent à gagner les élections. La liste "Croissade Démocratique" fortement anticommuniste, réussit à s'imposer par 8.289 voix contre 4.489.

La lutte entre ces deux courants continua pendant la décennie suivante, prenant des formes diverses dans les différentes confrontations qui se succédèrent (1954, avec le renversement et suicide de Vargas; 1955, avec le contre-coup qui assura les positions des élus Kubitschek et Goulart; 1961, avec la division des Forces Armées sur la prise de pouvoir de Goulart), jusqu'à l'année 1964 qui voit le triomphe du groupe "Croissade Démocratique" qui

parvient des lors à imposer ses positions idéologiques, comme doctrine officiel de l'Etat.

Le coup d'Etat militaire de 1964 a représenté d'une façon nette, le reflet dans les Forces Armées de la crise profonde que traversait le pays à ce moment. Il est intéressant d'observer que, devant la rapide croissance de forces politiques et des masses organisées, qui exigeaient l'approfondissement du contenu démocratique du régime brésilien, face aux intentions du gouvernement fédéral de mettre en oeuvre une série de réformes radicales, dites de base (agraire, bancaire, urbaine, etc.), la grande majorité des officiers préféra prendre une position nettement anti-populaire et anti-démocratique. Pour cette fois l'équilibre des forces qui s'était établi pendant toute la période postérieure à 1945 se brisa brusquement.

Il est intéressant d'analyser les raisons de cette nouvelle situation. Quelle est l'explication de cet alignement du secteur le plus important des officiers sur un projet politique de ce genre? Quelles conditions spéciales se sont données pour que, pour la première fois dans ce siècle, les Forces Armées aient pris directement le pouvoir, établissant un régime militaire dont les caractéristiques de stabilité et le projet politique font un fait sui-generis dans l'histoire brésilienne et que bien des gens considèrent comme une menace potentielle ou comme un modèle de domination politique qui provoque l'admiration des forces de droite en Amérique latine?

Philippe Schmitter, le spécialiste du Brésil, analyse d'une façon intéressante le coup d'Etat de 1964 le caractérisant comme faisant partie d'un mouvement restaurateur dont l'objet est de rétablir la structure semi-corporative brésilienne, qui s'écroulait petit à petit dans les années antérieures à 1964. Si l'on accepte ce raisonnement, l'élément qui catalyse l'union des officiers autour de ce mouvement essentiellement conservateur, semble avoir été le profond mécontentement et la peur produits par le progrès, désordonné et parfois chaotique mais ferme et constant, des conquêtes démocratiques dans la société globale et qui se reflétait d'ailleurs dans les structures mêmes des Forces Armées. Les déclarations faites par les conspirateurs les plus

actifs et par des personnages clés au sein des Forces Armées, soulignent par exemple, l'influence décisive qu'a exercé sur l'état d'esprit des officiers, l'intense politisation des sous-officiers, spécialement des sergents et des matelots (dans l'Armée les soldats étaient des conscrits faisant un service d'à peine 9 mois).

Dans ces conditions, l'unité qui avait réussi à se faire autour du mouvement putschiste et avait déplacé la ligne de division traditionnelle ou du moins avait complètement isolé le noyau légaliste, devait être évidemment précaire. Une fois renversé le gouvernement de Goulart, les contradictions commencèrent à apparaître de tous cotés. Goulart lui-même, au moment de s'embarquer à Porto Alegre pour l'exil à Montevideo, aurait déclaré qu'il reviendrait au gouvernement un mois plus tard, car les militaires ne pourraient jamais se mettre d'accord et se disputeraient entre eux.

Grave erreur de jugement, même si certaines des prémisses sur lesquelles il se fondait étaient réelles!

Pour la "révolution", comme l'appelaient ses partisans, il ne s'agissait pas seulement de renverser un président considéré comme incapable de maintenir l'ordre et la discipline dans le pays, mais encore d'établir un régime militaire qui se prolongerait avec les gouvernements de Castelo Branco, Costa e Silva, Medici, jusqu'au gouvernement actuel du Général Ernesto Geisel.

#### Breve rétrospective de la situation militaire postérieure a 1964

Au cours de ses 13 ans d'existence, la "révolution" est loin d'avoir eu un développement uniforme et linéaire. Au contraire, son cours a été plutôt irrégulier et pendulaire, changeant selon les événements et les pressions et décompressions qui se sont produites dans l'ensemble des Forces Armées. Même l'imposition de Castelo Branco comme Président de la République fut le fruit de manoeuvres et d'accords entre les différents

groupes, produisant le mécontentement de Costa e Silva, ce qui allait se refléter postérieurement dans le jeu politique où finirait par s'imposer le nom du Ministre de la Guerre comme remplaçant de Castelo à la fin de son mandat. Avec le temps, le régime militaire écarta peu à peu non seulement les principales personnalités qui avaient constitué le front civil du putsch (tels que les gouverneurs de Sao Paulo et Guanabara, Ademar de Barros et Carlos Lacerda), mais encore des généraux dont l'appui avait été décisif pour le succès du mouvement militaire (Kruel, de la IIe région militaire dont le siège est à Sao Paulo, Justino Alves Bastos, de la IVe puis de la IIIe région militaire, Pope de Figueiredo, Mourao Filhorel qui avait commencé le mouvement, Péri Bevilacqua, etc.).

La première coupure qui se produisit à l'intérieur des différentes forces qui s'étaient unies pour renverser Goulart, fut la publication de l'Acte Institutionnel N°1, sous l'égide du "Haut Commandement de la Révolution", formé par les officiers qui avaient pris le contrôle des trois ministères militaires (de la Guerre ou Armée, de la Marine et de l'Aéronautique). Cet Acte Institutionnel, publié le 9 avril privait pour dix ans de leurs droits politiques de nombreux opposants civils et militaires du coup d'Etat victorieux, garantissant pratiquement l'élimination des forces de gauche au sein du Congrès National. La publication de l'Acte Institutionnel montra que contrairement aux espérances de beaucoup des forces qui avaient appuyé le putsch, les militaires renonçaient à l'idée de gouverner d'une façon transitoire et qu'ils cherchaient un certain degré d'institutionnalisation du régime récemment instauré.

Avec l'approbation par le Parlement épuré de Castelo Branco comme nouveau Président le 11 avril, prenaient forme les premières politiques permanentes du nouveau régime militaire. Sur le nom de Castelo se fait à ce moment un accord minimum entre les factions militaires et les forces civiles qui avaient sympathisé avec le mouvement militaire et appuyé le renversement de Goulart. La mission de Castelo est alors bien définie: terminer le mandat présidentiel et organiser les élections qui normalement devraient avoir lieu en 1965. Le régime militaire, néanmoins, étendit son champ d'action bien au-delà des limites prescrites par la Consti-

tution de 1946. Le mandat de Castelo fut bientôt après prorogé jusqu'en 1967, tandis que le nouveau gouvernement commençait à mettre en pratique une politique de stabilisation économique stricte et à exécuter une série de réformes institutionnelles qui donnaient forme jour après jour au modèle autoritaire qui commençait à gouverner le pays.

Une deuxième coupure se produisit au sein du régime militaire par suite de la défaite en Octobre 1965 des candidats officiels aux élections aux postes de gouverneur dans deux Etats-clés: Guanabara et Mina Gerais. Déjà à cette époque s'ébauchaient deux courants d'opinion parmi les officiers politiquement actifs: une ligne "modérée" liée au groupe formé autour de l'Ecole Supérieure de Guerre et de Castelo Branco lui-même, et une autre appelée "dure" et qui était constituée fondamentalement par des groupes de jeunes officiers qui voulaient une radicalisation encore plus profonde. Les résultats des élections de 1965 provoquèrent une grande agitation dans les milieux militaires, si forte que fut même envisagée une mobilisation des secteurs "durs" contre Castelo Branco. Seule l'intervention personnelle du Ministre de l'Armée Costa e Silva auprès des officiers de la puissante "Villa Militaire" de Rio de Janeiro, empêcha un choc plus sévère. La crise politico-militaire eut deux résultats immédiats: la promulgation par le gouvernement de l'Acte Institutionnelle N° 2 (qui ordonnait la dissolution des partis encore existants et augmentait le pouvoir de l'exécutif pour satisfaire les secteurs "durs") et la consolidation de Costa e Silva comme successeur de Castelo Branco au terme du mandat de celui-ci en 1967.

L'accession de Costa e Silva à la Présidence de la République (suivie de la mort de Castelo Branco dans un accident d'aviation quelques mois après) représenta une discontinuité par rapport à certaines politiques de Castelo Branco. L'acceptation de Costa e Silva ne se fit pas sans problèmes. Ce fut même une véritable épreuve de force. (3). L'équipe de Castelo Branco, formée fondamentalement par des éléments liés à l'Ecole Supérieure de Guerre, fut évincée des postes de premier plan et le groupe de Costa e Silva adopta une ligne beaucoup plus pragmatique. Le début de son gouvernement coïncida avec l'essor

du mouvement d'opposition au régime militaire. Les manifestations de masses se succédèrent et l'année 1968 fut marquée par un extraordinaire mouvement étudiant qui se termina par d'immenses manifestations de rues. D'importantes grèves ouvrières eurent lieu. En même temps, sur le plan de forces politiques augmentait l'impact causé par le "Front Elargi", accord politique conclu l'année précédente entre les grandes adversaires du passé (Jango, Juscelino et Lacerda) qui avaient décidé de déposer leurs différences traditionnelles en faveur de l'unité d'action dans la lutte pour le retour à la démocratie libérale.

En Décembre 1968, prenant comme prétexte le refus du Parlement à faire un procès à la demande des Ministres militaires contre un député d'opposition qui avait prononcé des discours "contre les Forces Armées", les pressions militaires arrivèrent de nouveau à un point culminant (4). Une fois encore la solution de la crise politico-militaire fut la promulgation de l'Acte Constitutionnelle N° 5, la fermeture du Congrès, l'établissement de la censure dans la presse et l'initiation d'une nouvelle vague de suspensions des droits politiques. L'isolement des militaires par rapport à la société civile, été arrivé à son point culminant. Curieusement les militaires violait maintenant leur propre Constitution de 1967, qui était assez forte et autoritaire et qui fut crée par eux comme une garantie de leur stabilité.

Alfred Stepan adroitement fait le suivant commentaire : "La rémotion "d'amortisseurs" civils tel que le Congrès et les tribunaux réussi à ce que le gouvernement soit encore plus exposé aux demandes conflictives qui proviennent des différents groupes militaires. Le gouvernement dépendait des militaires, mais ceux-ci frustrés et divisés internement provoquèrent uniquement de nouvelles crises politiques en 1969." Et il ajoute : "L'énorme importance donné par une institution militaire au maintien de sa propre unité est considéré fréquemment comme une carte de triomphe dont disposent les gouvernements militaires. De fait cela devient fréquemment un désavantage caractéristique. La peur que cette critique détruise sa précaire unité fait que les gouvernements militaires tolèrent mal le normal niveau de dissension et de débat nécessaires pour ériger ou maintenir des

coalitions avec des civils. Cela est une raison sous-jacente de pourquoi les gouvernements militaires se trouvent si fréquemment enveloppés dans un cercle dans lequel la critique est réprimée, ce qui provoque une critique encore plus aigüe de la part des civils, auxquelles les militaires répondent avec une répression encore plus grande. La préoccupation militaire de leur unité et de leur unanimité les emmène donc à un auto-isollement progressif. (5).

La crise de succession qui s'est produite peu après (septembre-octobre 1969) dû à la maladie de Costa e Silva, les conduisit à une franche division entre eux. La Junte Militaire provisoire, constitué par les trois Ministres militaires, empêcha la prise du pouvoir par le Vice-Président constitutionnel, le civil Pedro Aleixo. Pendant un mois et demi les militaires discutèrent âprement, publiant des manifestes et réalisant des sondages électoraux parmi l'officialité.

Le dirigeant principal du mouvement nationaliste-autoritaire, le général Albuquerque Lima, qui semblait être le préféré parmi la majorité des officiers, spécialement les jeunes, fut finalement évincé par l'imposition du Général Garrastazu Médici, ancien chef du Service d'Informations du gouvernement et à l'époque Commandant de la III<sup>e</sup> Armée (la plus grande unité, située à la frontière avec l'Argentine et l'Uruguay). De cette façon l'unité des Forces Armées, devant le risque d'une complète division entre eux, subsistait en se basant sur le traditionnel principe militaire de l'ancienneté.

Le gouvernement de Garrastazu Médici (1969-1974) eu comme effet l'unité provisoire des courants "sorboniste" et "dur", dû à la menace qui représentaient les mouvements d'opposition armés. Même la crise de succession de Costa e Silva fut compliquée par l'enlèvement de l'Ambassadeur des Etats Unis (6) par des groupes de guérilleros et qui eut lieu en pleine période de discussion sur la forme de remplacer le Président malade. Les années suivantes furent caractérisées par une croissance effrayante de l'appareil de sécurité des Forces Armées. En effet, cet appareil de répression se transforma pratiquement dans un Etat dans un Etat, agissant bien des fois avec autonomie et libre de n'importe quel contrôle.

Néanmoins les hautes chiffres de croissance enregistrés depuis 1968 (7), qui furent habilement exploités par la machine de relations publiques rattachée au plus haut échelon du gouvernement, beaucoup de secteurs civils et militaires qui appartenaient au groupe dominant, commencèrent à s'inquiéter par les dimensions qui prenait l'appareil politico-militaire. Le leader de ce groupe fût le Général casteliste Ernesto Geisel, frère du Ministre de l'Armée de Médici et figure éminente des cadres de l'Ecole Supérieure de Guerre. Le résultat de la sourde mais intense lutte qui en ce moment eu lieu, fût l'imposition du nom de Geisel pour la période 1974-1979, lequel pris le pouvoir doté d'une plate-forme de "décompression" de la situation politique et du projet d'atteindre pendant son mandat une institutionnalisation de la "révolution", ce qui serait une garantie de sa permanence dans le temps.

Après trois ans de son mandat, Geisel a été obligé d'abandonner la plupart de ses projets politiques. Soumis dans une crise économique qui a détruit les expectatives de maintien du spectaculaire taux du développement économique, le régime a dû aussi faire face à la crise politique dérivée de la grande victoire du parti de l'opposition dans les élections partielles qui eurent lieu à la fin de 1974. Inévitablement cette situation a son reflet dans les milieux militaires, de sorte qu'à la crise économique et à la crise politique s'ajoute une crise militaire dont l'extension est difficile à évaluer en surface. Au fur et à mesure des événements, le gouvernement de Geisel doit maintenant faire face aux pressions des luttes qui se font entre coulisses pour la nomination de son successeur. Comme on devrait s'y attendre, le Ministre de l'Armée, le général Sylvio Frota, est le candidat naturel à ce poste. Un autre candidat puissant est le chef du Service d'Informations, général Joao Batista Figueiredo, candidat qui servirait de pont avec le groupe Médici. On ne peut pas laisser de côté la possibilité qu'à la fin soit nommé un "outsider" qui aurait l'appui des secteurs plus "durs".

Dans cette danse de noms, l'unique espérance pour les civils, est qu'une fois épuisées les voies pour trouver un nom de conciliation parmi les différents groupes d'opinions entre militaires, ou devant l'impossibilité qu'un de ces noms puisse



s'imposer, les militaires décident faire appel à une personnalité civile susceptible d'être guidée, plutôt que de faire face à la possibilité d'une cassure irréparable de leur union interne.

## II. CERTAINS ASPECTS DES REGIMES DE CONTROLE MILITARO-CORPORATIF

Néanmoins les différences évidentes qui existent entre ces deux régimes, qui proviennent soit des différentes influences historiques, culturelles et économiques, soit des différentes conjonctures spécifiques dans lesquelles elles se sont incarnées, les régimes établis au Brésil après l'année 1964 et au Chili après le renversement d'Allende, constituent selon notre point de vue, de cas typique du contrôle militaire corporatif sur l'appareil d'Etat. Dans les deux cas les Forces Armées prirent le pouvoir de façon institutionnelle, ne jouant plus le "rôle de modérateur"(8) qu'elles exerçaient jusqu'ici. Les deux mouvements militaires furent précédés par des grands mouvements de masses, provenant spécialement des secteurs de la bourgeoisie et de la "classe moyenne" qui s'effrayèrent devant les perspectives de socialisation. Tantôt dans le Brésil de 1964 comme dans le Chili de 1973, de nombreux secteurs civils qui appuyèrent le putsch avec l'illusion qu'une fois que le gouvernement progressiste fût renversé on retournerai bientôt à un régime civil, durent se rendre rapidement à l'évidence que les forces qui prirent le pouvoir n'étaient pas disposés à l'exercer d'une façon transitoire.

Quels sont les caractéristiques principales des régimes ainsi établis? Quels sont les éléments par lesquels ils diffèrent des putschs traditionnels?

D'abord plutôt que des régimes constitués sur la base d'un objectif delimité d'avance, avec un support doctrinaire et des réglementations précises, ils sont en réalité le résultat des mouvements pragmatiques qui agissent dans le but d'établir un contrôle militaire de type corporatif sur l'appareil de l'Etat. Ce contrôle s'étend à des différents aspects de la société ci-

vile d'une façon chaotique et irrégulière. Ce sont des régimes autocrates qui s'organisent en base d'une bureaucratie militaire dans laquelle se fait sentir une mentalité hiérarchique pour la solution des problèmes. Additionnellement, le système militaire bureaucratique a comme caractéristique complémentaire l'intentionnalité démobilisatrice qui agit dans un sens clairement opposé à l'autre modèle, mobilisatrice-populiste-fasciste (selon notre point de vue ce serait le cas du franquisme) du régime autoritaire. La conduction des problèmes économiques est mise dans les mains de technocrates qui sont choisis par leur manque de lien de subordination avec les partis politique traditionnels. L'appareil militaire préfère ainsi se concentrer dans les problèmes de la "sécurité nationale" et dans des tâches en rapport avec celle-ci.

Le modèle du contrôle militaro-corporatif a besoin de grands efforts de part de l'Etat, lequel n'est pas dirigé à l'obtention d'une intervention directe et plus élargie dans la sphère économique, mais plutôt à préserver sa stabilité en supprimant toute opposition politique ou sociale, et rétablissant en même temps sous la vigilance de l'Etat le système du libre marché dans toute sa plénitude, en assurant aux entreprises privées, nationales ou étrangères, une pleine liberté d'action.

Dans la mesure qu'ils veulent réaliser ses projets de "grandeur nationale" en préservant en même temps les éléments d'un ordre social qui a déjà épuisé ses possibilités de développement, beaucoup d'analystes assimilent les régimes de contrôle militaro-corporatif du Brésil et du Chili, à des régimes autoritaires du type fasciste. Ceci représente de notre point de vue, non seulement une imprécision méthodologique qui peut conduire à des erreurs tactiques et stratégiques, mais a suscité une vive polémique entre les scientifiques sociales latinoaméricains, de même qu'au sein des forces politiques de gauche.

Les régimes militaires corporatifs peuvent être analysés comme étant le résultat de l'influence qui ont les origines de classe moyenne de l'officialité dans le comportement de celle-ci comme institution? José Nun, dans son connu et encourageant essai (9), suggère la possibilité de faire l'analyse des mouvements

militaires en Amérique latine comme si c'était des coups militaires de classe moyenne, dû au rôle décisif qui joue la composition sociale de classe moyenne de l'officialité dans leur comportement politique dans la société. Nun pense que les militaires ont tendance à représenter les intérêts de la classe moyenne et de compenser son impossibilité de vaincre sa hétérogénéité et ses divisions internes. Les Forces Armées "prennent sur elles la responsabilité de protéger la classe moyenne" de la menace qui représente surtout l'ascension des classes "basses", c'est-à-dire le prolétariat urbain et rural.

Même si l'hypothèse de Nun est attractive, il y a beaucoup de facteurs qui font douter de sa validité. Par exemple, néanmoins le grand appui initial des classes moyennes du Brésil et du Chili au coup d'Etat qui conduit au renversement de Goulart et d'Allende, dans une deuxième étape ce même secteur sociale a dû subir les conséquences de la politique économique qui fut adopté. De même les mesures restrictives mises en place dans le plan politique des deux pays (attaques aux partis politiques, restrictions aux libertés démocratiques et à l'autonomie universitaire, etc) atteignent directement la classe moyenne et moyenne supérieure, lesquelles, comme le signale Stepan, ont joui traditionnellement beaucoup plus de ces privilèges et activités que les autres secteurs qui sont situés dans un degré plus bas de l'échelle sociale.

Mais en compensation, le facteur qui fut décisif dans leur attitude interventioniste tantôt en 1964 comme en 1973, semble être le besoin de préserver ce que Joan Garcés, en faisant l'analyse de la situation chilienne, signale comme le facteur sur lequel les militaires ne cèdent pas : "le monopole des armes". Quand elles supposent que sa cohésion ou ce monopole est menacé, les Forces Armées sont disposées à mettre en jeu tout son poids institutionnel, se renfermant fermement sur soi dans un processus "d'auto-défense" qui leur permet d'atteindre une homogénéité d'action dans des interventions qui seraient impossibles dans d'autres circonstances.

Quels facteurs se produisent néanmoins pour que la forme de contrôle militaire mise en place au Brésil et au Chili eut

cette caractéristique qui est historiquement connue? L'explication pourrait être l'enracinement profond dans la pensée militaire nord-américaine des schémas idéologiques qui dominent l'officialité des deux nations. En effet, le principe de la "sécurité interne et nationale" qui commença à prédominer à partir des années 60 dans la conception militaire nord-américaine et par conséquent entre les Forces Armées latinoaméricaines plus étroitement liées au Pentagone, conduit à ce que, comme bien le signale José Nun, la distinction entre les sphères militaires et politiques d'action disparaisse. Dans le contexte des "guerres révolutionnaires" - guerres permanentes, qui n'ont pas besoin d'être déclarées - "la différence classique selon laquelle le pouvoir civil était responsable de la direction de la guerre et le pouvoir militaire de la conduite des opérations militaires proprement dites, n'a plus de sens. Dans cette guerre, puisque l'ennemi ne peut être reconnu d'immédiat, son identification dépend de ces opérations militaires, ce qui limite considérablement la sphère de décision civile". Dans d'autres mots, "l'intervention politique devient maintenant, pour le militaire une question d'intérêt professionnel.(10)

Dans le cas spécifique du Brésil, la renommée "Ecole Supérieure de Guerre" joua un rôle essentiel dans la translation de la pensée militaire nord-américaine et son adaptation et réajustement à la situation brésilienne. Organisée en 1949 sous le modèle du National War College nord-américain, la E.S.G. avait néanmoins une caractéristique singulière: l'acceptation et l'encouragement de la participation d'éléments civils dans ses activités comme une question fondamentale. (11)

Avec l'ennoncement et le développement à un niveau méthodologique du concept de "Sécurité et Développement" qui constitue la base de sa philosophie et qui a été adopté comme principe fondamental par le régime militaire brésilien, la E.S.G. eut un rôle significatif dans la divulgation des théories de la "contre-insurgence" parmi la haute officialité brésilienne dans la période antérieure à 1964. L'E.S.G. fut la source directe des cadres du gouvernement de Castelo Branco fournissant au premier gouvernement du cycle militaire, des programmes et des exécutifs. Présentée fréquemment par de nombreux commentateurs

comme le vrai cerveau existant derrière les gouvernements militaires et comme le centre de planification effective des options stratégiques qu'ils ont choisies, on ne peut pas nier néanmoins l'influence sous-jacente mais perdurable que la E.S.G. a eu dans la formulation des soutiens idéologiques qui a la tutelle militaire prolongée existante au Brésil.

Il est intéressant de noter que le Chili n'a pas connu avant 1973 aucune institution semblable. La création néanmoins par la Junte Militaire d'une Académie de Sécurité Nationale et ses premières activités (qui comprennent la formation d'éléments appartenant aux quatre secteurs intégrants des Forces Armées et de civils qui auront probablement des tâches dans l'administration publique) laisse supposer que le régime de Pinochet a senti a posteriori le besoin de créer un organisme de ce type, pour l'accomplissement de cette fonction. Comparativement, on a la tentation d'observer que la carence au Chili avant 1973 d'une institution comme la E.S.G., empêcha les militaires qui organisèrent le putsch, de disposer pour son orientation postérieure d'un ensemble de politiques et d'idées plus raffinées. De là provient en conséquence, l'idée qui ont en général les analystes dans le sens que les militaires chiliens étaient "moins préparés" pour exercer le pouvoir après la tragique expérience du 11 septembre 1973.

Justement parce que le Chili manquait d'un instrument aussi puissant comme la E.S.G., l'idéologie militaire nord-américaine a dû être transmise par d'autres voies et moyens. Le Chili, comme c'est bien connu, a été un des pays d'Amérique latine qui en a plus bénéficié de l'appui militaire nord-américain pendant la décennie du 60, quant au transfert de matériel de guerre comme à l'envoi de personnel pour son entraînement dans la zone du Canal de Panama.

L'influence des Forces Armées nord-américaines sur les Forces Armées chiliennes (si bien acceptée en théorie et si peu considérée dans les analyses politiques qui ont été faites dans la période antérieure au renversement d'Allende) fut ainsi commentée par le général Prats quelques jours avant le coup d'Etat: *"Je crois que ni le Président Allende ni les partis de l'U.P. connaissent la profondeur de l'influence nord-américaine dans nos*

*Forces Armées et spécialement dans la mentalité du militaire chilien. Cette influence sans contrepoids... est un facteur qui peut jouer un rôle terriblement négatif dans les événements prochains". (12)*

Deux semaines après, le putsch du 11 septembre démontra combien sa peur et son analyse étaient correctes!

### III. CONTINUITÉ OU RUPTURE

L'analyse des régimes militaires qui existent au Brésil et au Chili nous conduit nécessairement à nous poser un tas de questions. Est-ce le "succès" de l'expérience de 13 ans de contrôle militaire au Brésil un indicateur de stabilité de ce régime? Est-ce que l'autoritarisme militaire chilien est en voie de se consolider et d'obtenir d'identiques marques de durabilité? Est-ce qu'au sein des Forces Armées il y a des possibilités de succès pour des alternatives du genre "nasseristes" ou "démocratiques non-interventionnistes"? Est-ce la continuité ou la rupture du contrôle militaro-corporatif qui se projette dans l'analyse effectuée.

D'abord il paraît évident que les réponses à ces questions ne dépendent pas uniquement de l'estimation du comportement politique des militaires, dans la mesure où ceux-ci ne constituent pas des forces isolées du contexte social global. Il existe néanmoins un certain degré d'autonomie relative qui fait que le rapport existant entre les militaires et la société civile ait des caractéristiques de bi-univocité avec une influence réciproque. Cela a comme conséquence que l'évolution de la pensée et des attitudes des militaires ait un poids significatif dans la configuration du modèle de développement que le pays puisse adopter, poids qui s'élargit considérablement dans la mesure où les militaires contrôlent directement l'appareil de l'Etat.

Dans d'autres mots, dans des termes de "real politik",

il est très important de pouvoir établir les limites des spécificités des militaires comme force organisée, c'est-à-dire, l'évolution des pensées et des doctrines qui prédominent au sein des Forces Armées, ou leur état d'organisation technique et opérationnel, comme toutes les questions relatives à l'esprit de cohésion institutionnelle qui prédomine dans les moments de crise (13).

C'est en partant de ce panorama que nous proposons de faire l'analyse de la question "continuité ou rupture" des régimes de contrôle militaro-corporatif en base à la projection de trois alternatives centrales:

#### ALTERNATIVE A: Evolution à l'intérieur des Forces Armées

La première alternative possible à analyser (peut-être parce qu'elle est celle qui ressort plus facilement), ce serait celle d'une évolution à l'intérieur des Forces Armées, tantôt parce que les courants militaires "progressistes" ou "démocrates" prédominent, tantôt par des conflits entre groupes, ce qui aurait comme conséquence le retour aux casernes comme un moyen de garantir le maintien de l'unité interne des Forces Armées.

Il faut reconnaître que l'état de l'organisation militaire et le degré de contrôle idéologique établi par les groupes d'ultra droite sur l'appareil institutionnel-militaire (académies militaires, centres d'endoctrinement d'élites, contacts avec l'extérieur, etc.) font très improbable que des transformations progressistes ou démocratiques puissent naître au sein des institutions militaires, soit au Brésil comme au Chili.

D'un autre côté, l'apparition de tendances "nasseristes" avec des réelles possibilités de succès, semble avoir disparu, grâce au degré de "modernisation" relative des deux pays et au degré d'interpénétration de ses économies avec les centres économiques occidentales.

Quant à la possibilité d'un retour aux casernes en fonction des conflits entre groupes, il paraît que c'est l'alternative toujours présente. Même si dans le Brésil postérieur à 1964

et le Chili de Pinochet ces confrontations se soient plutôt résolues jusqu'ici à travers le traditionnel système de purges, sans qu'il n'y ai jamais eu un équilibre dans les confrontations de forces qui mettrait à l'ordre du jour le retour aux casernes comme la seule manière de maintenir la cohésion militaire, possibilité qui paraît augmenter justement dans les moments de crise économique. La sensation de défaite qui se produit alors conduit inévitablement à rompre l'unité, de sorte que certains secteurs veuillent effectuer une sortie rapide du pouvoir qui serait la solution moins mauvaise vues les circonstances.

Dans le cas du Brésil par exemple, ils sont déjà bien loin les jours euphoriques du "miracle économique" et à la crise économique profonde (exprimée par des problèmes dans la balance de paiements, dans la vertigineuse dette externe, dans les immenses problèmes sociaux qui se sont accumulés, etc.) et à la crise politique (défaite du gouvernement dans les élections de 1974, augmentation de l'opposition politique et des pressions pour la démocratisation), vient s'ajouter les indices d'une crise militaire encore plus étendue de celle qui laisse entrevoir la tranquillité de la surface. En conséquence, il y a plus de chances qu'une conjoncture se produise qui soit favorable pour ceux qui défendent la sortie de la scène politique, même si on est loin encore de pouvoir établir quel sera le secteur qui gagnera la bataille. Sous la pression des secteurs durs des Forces Armées, le général Geisel même a dû réaconditionner ses propos d'effectuer une ouverture politique lente et contrôlée. La tension se transfère maintenant à la définition de la succession présidentielle, c'est-à-dire la nomination de celui qui va remplacer Geisel en 1979. Le nom de l'élu (ou de l'évincé) sera décisif pour savoir si le système préfère opter pour une distension graduelle et contrôlée, ou si au contraire elle préfère la confirmation de la présence militaire (14).

Quant au Chili, la radicalisation (dans un sens à droite) du procès, combinée avec les problèmes dramatiques qui a causé l'application rigide de sa politique économique du "traitement de choc" a conduit à ce que des violentes purges internes se produisent (c'est le cas Bonilla, Arellano Stark et plus récemment le général Palacios). Par coïncidence, dans tous ces cas, le



problème s'est produit par des articulations destinées à la recherche d'une certaine "institutionnalisation" du régime, avec le transfert du pouvoir à des secteurs civils - plus concrètement à la Démocratie Chrétienne - et le placement des militaires dans un rôle de contrôleurs titulaires du régime hybride ainsi formé.

En résumé, ce qui est prévisible c'est que n'importe quelle rupture qui se base sur les conditions que nous avons antérieurement exposées, conduirait probablement à des situations de grande instabilité qui finirait inévitablement par des nouvelles interventions militaires dans la mesure que des nouvelles et successives conjonctures critiques se présentent.

#### ALTERNATIVE B : Choc frontal avec les Forces Armées

La recherche d'une rupture du contrôle militaire corporatif par une stratégie d'affrontement globale avec l'appareil militaire, a été le chemin élu par une série de mouvements politiques de gauche. La possibilité qu'une rupture avec le système autoritaire se produise par ces méthodes est très réduite ou pratiquement nulle dans le cas du Brésil et du Chili, vu le degré d'organisation et de préparation technique qui existent dans les Forces Armées de ces deux pays. Du point de vue strictement militaire, c'est illusoire et ingénue de supposer qu'il ya des conditions pour faire face et vaincre dans des confrontations directes à des organisations militaires qui disposent d'un haut degré de préparation, qui sont bien armées et équipées et qui disposent d'une mobilisation de ressources très supérieure à celle qui puissent prétendre réunir n'importe quel mouvement d'opposition.

Quant à la possibilité qu'un affrontement direct avec l'armée des Etats autoritaires puisse être l'étincelle d'une rébellion populaire, la leçon du Brésil peut être significative : malgré certain retentissement des actions produites entre 1969 et 1971, les groupes de résistance avec un pratique militaire furent détruits avec une facilité relative, ainsi que toutes leurs tentatives d'établir des noyaux de réponse armée permanente. L'expérience récente du Chili pointe dans cette même direction.

A court terme, les actions des groupes dont leur perspective c'est l'affrontement frontale avec les Forces Armées, présente comme effet additionnel le renforcement des secteurs durs de celles-ci, aidant potentiellement à renforcer la position de ceux qui défendent la continuité (l'extension) de la subordination de la société civile au contrôle militaire.

#### ALTERNATIVE C : Pression politique et sociale sur le système

Dans cette classification générique nous cherchons grouper les cas dans lesquels, en brisant les structures rigides de contention, une pression politico-sociale est exercée sur les institutions militaires mettant à l'ordre du jour le besoin de changer le modèle politique adopté jusqu'alors. Les plus prévisibles de ces cas varient partant d'une échelle qui comprend depuis l'alternative d'une rébellion populaire, qui embrasse aussi certains secteurs des Forces Armées, jusqu'à des solutions de compromis qui conduisent à l'établissement de politiques électorales instables.

Le travail politique en fonction de la rébellion populaire c'est la voie qui se base traditionnellement dans le modèle léniniste de la prise du pouvoir qui est devenue classique depuis le succès obtenu par l'expérience bolchevique. Elle implique l'existence d'une organisation profondément ramifiée, qui est présente dans les secteurs clés de l'économie et qui a les moyens de mobiliser et d'agiter des amples secteurs populaires. La rébellion, pour être victorieuse, a besoin de l'appui de certains secteurs des Forces Armées, ce qui implique un travail organisé dans ce sens. Par sa propre nature qui a comme fondement idéologique la doctrine de la "sécurité interne", et par l'attention spéciale qu'ils consacrent à l'étude des techniques de contre-insurgence et de combat à l'ennemi interne, dans les régimes militaires de Brésil et du Chili les probabilités de pouvoir compter avec l'appui de certains secteurs des Forces Armées dans un conjoncture insurrectionnelle, semblent considérablement réduites.

Un certain réalisme politique conduit en conséquence à ce que les forces politiques du Chili par exemple, construisent une

plate-forme basée sur un vaste front politique, dans la perspective de grouper tous les secteurs politiques et sociales susceptibles de vouloir renverser le régime. Dans ce cas il s'agit de la tentative d'organiser une forte pression sociale et politique contre le régime (et en conséquence contre les militaires), qui les oblige d'accepter le remplacement du modèle politique par des formes démocratiques et représentatives. Celle-ci semble être l'alternative plus viable pour conduire à une rupture, justement parce qu'elle part de la conception que les militaires ne sont pas une force isolée du contexte social global.

C'est vrai que le risque implicite qui se présente dans les situations analysées, c'est que le mouvement de pression politique et sociale organisé ("la grande rivière souterraine qui émerge un certain jour à la surface"), n'ai pas la force nécessaire pour changer le système ou qu'il ne réussisse à attaquer dans les moments ou dans les points plus faibles de l'ennemi. Les conséquences dans le premier cas (manque de force pour modifier le système) peuvent avoir un effet paralysant, conduisant à un certain jeu de "je gagne zero" - des accrochages entre le système et l'opposition qui ne produisent aucun changement dans le rapport de forces - et qui peut conduire à une tolérance de l'état des choses sans que le contrôle militaro-corporatif soit brisé, ou qui se fasse à un rythme extrêmement lent. Quant à la seconde hypothèse (attaques dans le moment ou sur les points qui sont les moins faibles de l'ennemi) les conséquences peuvent être désastreuses et avoir pour effet de renforcer le système au lieu de l'affaiblir.

Cette alternative de pression politique et sociale organisée a besoin donc d'une grande capacité de conduction politique de la part des partis ou des organisations qui s'engagent dans cette voie. Dans le cas spécifique du Brésil, il paraît difficile d'entrevoir l'existence d'une telle capacité. Est-ce que l'Unité Populaire, qui dans sa meilleure période pendant le gouvernement du Président Allende, n'a pas eu la capacité d'assumer cette conduction, pourra maintenant vaincre ses carences et remplir le rôle nécessaire pour ce modèle dans la situation actuelle? Celle-ci est la question dont la réponse est cruciale pour l'analyse des alternatives dans les événements du Chili.

D'un autre côté, ce n'est pas possible parallèlement d'exclure la possibilité d'une explosion sociale non-organisée (du genre cordobazo) qui, même si elle est étouffée à fer et feu, puisse conduire à une crise de profondeur dans les forces armées et augmente donc les perspectives que celles-ci cherchent une sortie "par panique des arènes politiques, et retournent en conséquences aux xasernes. Même si cette hypothèse est lointaine au Brésil, au Chili est peut être possible dû aux longues traditions de luttes de la classe ouvrière qui souffre les conséquences d'une politique économique et sociale qui ne tient compte de leur bien-être et de leur sécurité sociale.

Finalement les situations d'une grande insatisfaction populaire peuvent conduire à des impasses politiques dans lesquelles les militaires seraient obligés de se situer dans une position de recul, établissant une sorte de "tutelle" lointaine et ouvrant le chemin pour que les forces civiles prennent le contrôle direct de l'appareil de l'Etat. Dans ce cas il est possible de faire des spéculations depuis des solutions du genre "Karamanlis" (qui paraît être la voie recherchée par des importants secteurs civils chiliens) jusqu'à des solutions d'accommodement dans lesquelles on ouvre le chemin au jeu politique électoral en excluant les forces marxistes (possibilité voulue par les secteurs politiques traditionnels de deux pays). Ces perspectives de rupture limitée font croire qu'en réalité des situations d'une extrême instabilité sont en train de se générer, avec des cycles d'intervention militaire comme réponse à une crise chaque fois plus aigue du système.

Dans d'autres mots, "la classe politique" pourrait retourner à dominer l'arène, mais il serait hasardeux leur garantir un royaume plus étendu que celui de la prochaine montée militaire interventionniste.

o o o o o

A guise de conclusion, il paraît raisonnable établir deux propositions qui, même si elles sont auto-évidentes et apparemment acceptées par tous les cercles, on les oublie fréquemment dans

des zones comme celles-ci, où la réalité peut être facilement remplacée par une métaphysique sublimée de la part des observateurs. Elles sont:

Proposition 1: *Prétendre établir d'abord avec exactitude le futur comportement politique des militaires au Brésil et au Chili, c'est-à-dire, des situations de continuité ou de rupture des systèmes de contrôle militaro-corporatif, est si hasardeux comme prétendre voir le futur dans le reflet d'un globe de cristal.*

Proposition 2: *Quant à la réflexion des perspectives, les Sciences Sociales nous fournissent seulement des outils d'analyse, qu'appliqués à des situations concrètes, nous permettent d'établir un système d'hypothèses plus ou moins viable, même si elles sont susceptibles de contenir des erreurs implicites à toute réduction des complexes phénomènes sociaux.*

En fin de compte, une chose paraît néanmoins certaine. Elle s'exprime dans l'avertissement fait par le propre maréchal Castelo Branco dans un commentaire qu'il a fait il ya longtemps pendant une conférence à la E.S.G.:

"Il existent ceux qui défendent la thèse que le meilleur moyen pour que les militaires participent dans la récupération du pays, c'est qu'ils interviennent et prennent le contrôle du gouvernement. Les plus sincères argumentent que cela es nécessaire à cause de l'incapacité qui ont les institutions politiques pour résoudre les problèmes de la Nation".

"Est-ce que les forces armées ont réellement la capacité politique pour connaître les solutions des problèmes politiques et administratifs de la Nation?... Les Forces Armées, si elles obéissent à ses traditions, ne peuvent faire du Brésil une autre "républiquette sudaméricaine". Si nous choisissons ce régime nous entrerons par la force, on se maintiendra par la force et nous sortirons par la force" (15).

Refléchissant sur le Brésil et le Chili, le règlement de l'équation se réduit alors à bien préciser ce que signifie dans les termes de notre inconnu, "sortir par la force".

#### NOTES

---

- (1) Voir une partie de la bibliographie citée dans les Références.
- (2) Outre son Secrétaire Général - Général Luis Carlos Prestes, capitaine à l'époque des mouvements des "lieutenants" et commandants de la fameuse Colonne Prestes - une partie substantielle du Comité Central était formé par des ex-officiers des Forces Armées.
- (3) Curieusement Ernesto Geisel, actuel Président de la République, et qui était alors Chef de la Maison Militaire de Castelo Branco, fut un de ceux qui s'opposèrent à Costa e Silva. A l'accession au pouvoir du nouveau gouvernement, il passa à la retraite et occupa un poste au Tribunal Militaire Suprême.
- (4) Le député d'opposition Marcio M. Alves, dans un discours à la Chambre invita les civils à boycotter les festivités militaires du jour de l'indépendance.
- (5) In Alfred Stepan, *The Military in Politics*, Princeton University Press, New York, 1971, p. 261-262.
- (6) Le 4 septembre 1969, l'Ambassadeur des Etats Unis est enlevé par un commando qui annonce qu'il libérera le diplomate en échange de la liberté de quinze prisonniers politiques et fait publier par la presse un manifeste qui fait connaître l'existence d'un mouvement contre le régime.
- (7) Pour l'analyse des résultats et conséquences de la politique économique des gouvernements militaires, voir parmi d'autres: Celso Furtado, *"Analyse de Modelo Brasileiro"*, Civ. Brasileira, Rio de Janeiro, 1972; Maria da Conceição Tavares, *"De Substituição de Importações ao Capitalismo Financeiro"*, Rio de Janeiro, 1974; Mauricio Dias David, *"Algunos aspectos del modelo brasileño"*, Iberoamericana, Vol. VI:1, Estocolmo, 1976; Paul Singer, *"Milagro Brasileiro: causas y consecuencias"*, Cevrap, Sao Paulo, 1972.
- (8) Dans l'expression de Stepan "dans un tel modèle des relations civil-militaires, les militaires sont à plusieurs reprises appelés à la politique pour jouer le rôle de modérateurs de cette activité, mais on leur nie systématiquement le droit d'essayer des changements directs dans le système politique". Dans notre analyse c'est le cas du Brésil (1945-1964) et du Chili spécialement 1970-1973). Cf. Stepan *"The Military in politics"*, p. 63.

- (9) José Nun, "The Middle-Class Military coup", in *The Politics of Conformity in Latin America*, Oxford University Press, London, 1967.
- (10) Ibid., p. 110
- (11) Dans la période 1950-1967, l'Ecole Supérieure de Guerre a diplômé 630 militaires et 646 civils (la plupart des chefs d'entreprise du secteur privé, des hauts fonctionnaires publics et des gens ayant des professions libérales). Renseignements donnés par la Revue semi-officielle de l'E.S.G. "Segurança e Desenvolvimento" No 132, 1969.
- (12) Notes prises par le général Carlos Prestes dans son journal le 27 Août 1973, selon la version de ses Mémoires pour le Fond de la Culture Economique du Mexique en Décembre 1976.
- (13) Le manque de considération de ces faits a conduit à faire des analyses fausses sur le rapport des forces au sein des Forces Armées, tantôt au Brésil en 1964 comme au Chili en 1973.
- (14) Un profond connaisseur du "système" dominant au Brésil a signalé d'une façon significative que la seule possibilité existante pour choisir un civil comme successeur du général Geisel (c'est-à-dire, que les militaires exercent un contrôle indirect du pouvoir) ce serait le cas d'une impossibilité de trouver le nom d'un militaire qui soit accepté par toutes les courants internes des Forces Armées.
- (15) Concepts énoncés le 19 septembre 1955, à l'E.S.G., selon Stepan, op. cit., p. 120-121.

\*\*\*\*\*  
 ORGANISATION DES FORCES ARMEES DEMOCRATIQUES  
 CHILIENNES A L'EXTERIEUR : NOUVEAU PROBLEME  
 POUR LE FASCISME  
 \*\*\*\*\*

Quand les instigateurs du coup d'Etat militaire du 11 septembre déclenchèrent leur action, une de leur préoccupation principale fut d'empêcher la résistance au sein des Forces Armées ou l'on trouvait, à tous les niveaux de la hiérarchie, des militaires avec des convictions constitutionnelles et démocratiques.

Beaucoup d'entre eux estimaient même nécessaire d'appuyer le Prédident Allende pour qu'il puisse résoudre la grave crise qui se développait.

Dans ce but, on fut appelé à tous les moyens, que ce soit au principe de la discipline hiérarchique ou même au terrorisme. Non sans raison on affirme que le coup initial se produisit à l'intérieur des Forces Armées, avec des assassinats et toutes sortes de mesures répressives, à propos desquelles le moment venu l'on pourra établir la vérité historique. Il est tout à fait évident, par exemple, que les procès engagés par la Marine faisaient partie de la préparation du coup d'Etat.

Ultérieurement, la haute hiérarchie militaire arrêta trois types de mesures pour consolider le contrôle total de l'appareil militaire : a) L'"épuration" des Forces Armées par la mise à la retraite de chefs et officiers qui s'opposaient à l'établissement d'une dictature qui cherchait à se renforcer; b) Des actions terroristes diverses, dans lesquelles s'inscrivent l'assassinat du Général Prats, la mort du Colonel Cantuarias et d'autres épisodes étranges tels la mort du Général Bonilla, du Général Lutz et de quelques autres officiers; c) La subordination au service des renseignements de toutes les branches des Forces Armées à la DINA (aujourd'hui CNI), afin de contrôler par la peur et la délation tout indice de dissidence militaire.

Le maintien de l'unité au sein des Forces Armées en empêchant les dissensions est une nécessité essentielle à la survie de la dictature. C'est pourquoi, moyennant divers avantages et des tentatives acharnées pour compromettre les soldats avec la politique et les moyens de la Junte, l'isolement social de ces derniers s'est trouvé accentué. Il s'est agi de renforcer leur esprit corporatiste, notamment en jouant sur la peur irraisonnée d'un quelconque gouvernement civil, lequel, laisse-t-on supposer, ne pourrait exercer qu'une violente et massive répression contre les soldats, si jamais ils abandonnaient le pouvoir.

C'est donc avec rigueur que Pinochet prend soin du monolithisme militaire, et rien ne le trouble davantage que les manifestations de désaccord, qu'elles proviennent de son personnel en service ou retraité.

L'action des membres des Forces Armées en exil, victimes de la répression fasciste, apparaît donc d'autant plus comme un défi à la sauvegarde de ce monolithisme.



Dans ce domaine, l'initiative prise par un groupe de chefs, officiers, sous-officiers, soldats, de s'organiser à l'étranger, l'a rendu si furieux qu'il en a privé de sa nationalité chilienne celui qui dirige la nouvelle entité antifasciste : le "Général de la République" Sergio POBLETE, qui réside en Belgique, pays où s'est installée la direction de l'Organisation des Forces Armées Démocratiques Chiliennes à l'étranger (OFADACH), et où l'on publie un bulletin d'information et d'orientation.

Pinochet voit d'un mauvais œil le fait que des membres des Forces Armées, contre qui il sévit parce qu'ils étaient "constitutionnalistes" et démocrates, fassent des efforts organisés en vue de fournir une information véritable à ceux qui sont en service actif ou appellent aussi à la réflexion de leurs camarades d'armes.

#### La réponse du Général Poblete

Face à la promulgation du décret le privant de sa nationalité, le Général Poblete a émis une déclaration publique dans laquelle il qualifie cette mesure de nouvel acte de "prépotence" et d'"arbitraire". Le Général Poblete affirme que ce décret est "le résultat du désespoir" qui domine la hiérarchie séditieuse.

Et il ajoute : "Cette mesure ne m'affecte pas, puisque ma qualité de "Général de la République, de soldat de la Patrie et de chilien, ne dépend pas des velleités des généraux qui ont entraîné les institutions armées et le pays dans la période la plus néfaste de son histoire".

"Avant moi - continue-t-il - une mesure pareille fut appliquée à d'autres compatriotes éminents, sans qu'elle soit reconnue par les chiliens de ma Patrie ni par les nations civilisées du monde qui se solidarisent avec le drame de notre peuple!"

"Face à cette démonstration d'isolement et de rejet mondial, la Junte a répondu de la seule manière dont elle peut le faire : avec des méthodes terroristes condamnées par toute l'humanité. M. Orlando Letelier, ex-Ministre de la Défense Nationale et ex-Ambassadeur à Washington, fut privé de sa nationalité peu de jours avant sa mort. De la même façon, suivant un arrêté signé de la même main, fut assassiné le général Carlos Prats, ex-Commandant en Chef de l'Armée.

"Aucun soldat constitutionnaliste ne sera intimidé par ces méthodes. Une telle mesure de la part de la Junte militaire ne fait que réaffirmer ma condition de chilien. Son rejet est aussi une dénonciation au monde au cas où un acte quelconque viendrait porter atteinte à ma vie, à l'avenir. Je compte sur l'appui de mes compagnons d'armes et du peuple de mon pays, comme ce fut le cas lorsque mon fils, le capitaine Sergio Poblete, mourut dans un soi-disant accident pendant un vol d'entraînement au tir, au mois d'avril 1976.

"Recevoir une sanction - poursuit le Général Poblete - de ceux mêmes qui ont assassiné le Président Constitutionnel de la République et Généralissime des Forces Armées, déshonorant nos institutions armées, isolant notre nation de la communauté inter

nationale, soumettant notre peuple au pouvoir des armes que lui-même leur a confié et tuant les meilleurs citoyens du pays; recevoir, je répète, une sanction de ceux-là, ne fait que réaffirmer ma condition de chilien, de soldat et de Général qui aime sa Patrie".

#### L'OFADACH et son appel aux militaires au Chili

Depuis le début de son organisation l'OFADACH a émis de nombreux appels au personnel actif des Forces Armées. D'un autre côté, cette entité s'est efforcée d'encourager et d'orienter le personnel des Forces Armées en exil.

Un des appels le plus récent fut fait à l'occasion de la grève de la faim entamée par 28 femmes, parents des "disparus", au siège de la CEPAL à Santiago du Chili.

Le texte en est le suivant:

"A nos camarades en service actif:

Dans votre immense majorité, membres des Forces Armées, vous avez été obligés, après le sanglant coup d'Etat de 1973, de vous abaisser à devenir une force d'occupation de votre propre pays. Ainsi, des officiers, sous-officiers et soldats se sont transformés en geôliers, tortionnaires et bourreaux de leurs propres compatriotes.

En de nombreuses occasions, faisant appel à un mauvaise conception de la discipline, on vous a obligé à arrêter des chiliens innocents, à les enfermer dans des prisons secrètes ou, ce qui revient au même, à les faire disparaître en les livrant aux mains de la DINA.

Il vous est souvent arrivé d'entendre parler de l'angoisse terrible que connaît une famille dont un des siens a disparu suite à un accident. Dans leur désespoir, certains parents arrivent même à penser que ce serait un réconfort d'avoir la certitude de la mort de l'être aimé et de connaître le lieu où il a été enterré. Cette douleur-là, vous avez été poussés à l'infliger aux familles de plus de 2.500 disparus, et cela, pour que les Pinochet, Mendoza, Leigh et Merinos puissent se maintenir illégalement au pouvoir, alors qu'ils l'ont usurpé en assassinant le Généralissime des Forces Armées.

Quel honneur, quelle fierté professionnelle pouvez vous ressentir en soumettant les familles des disparus à la torture de l'incertitude?

Comment vos chefs et commandants en chef, peuvent-ils concilier l'honneur militaire, dont ils vous parlent tant, avec les sales et criminelles besognes qu'ils vous ont imposées.

Chacun d'entre vous, exception faite bien évidemment, de vos commandements et de la minorité fasciste de vos rangs, a une conscience claire de son véritable devoir envers la Patrie et son peuple.

Nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, et nous le réaffirmons : la Junte militaire et sa DINA seront jugées et punies d'après les lois chiliennes, celles-là mêmes qu'elles n'ont pas respectées le 11 septembre 1973, et d'après l'ampleur de leurs crimes.

Il est évident que les chefs de files putschistes vont s'obstiner à faire partager leur culpabilité en essayant de compromettre l'ensemble des Forces Armées et de les convaincre que ce sont elles qui paieront pour tous les crimes de Pinochet, Merino, Mendoza et Leigh, et de la DINA. Ils s'entêtent à faire de vous les complices de leurs forfaits. Nous savons qu'ils n'y parviendront pas parce qu'il s'agit d'une absurde manœuvre dont tous les chiliens ont conscience.

Avec pour seules armes, un grand courage et leur confiance dans la vie, 28 femmes ont été capables d'affronter une dictature implacable et sinistre, considérée comme la plus répu gnante par l'immense majorité des peuples civilisés.

Ces femmes sont chiliennes, comme le sont vos mères, épouses et filles, comme vous l'êtes vous mêmes. Elles mettent leur vie en danger en faisant face à la dictature. Cet exemple de courage nous indique, camarades des Forces Armées, que l'amour de la liberté et de la justice n'a pas été étouffé et ne pourra l'être, quand bien même les Pinochet, Leigh, Mendoza ou Merinos s'affrontent au peuple chilien.

La dictature se trouve confrontée à une situation nouvelle. Vous ne devez pas permettre que l'on tire à nouveau sur les femmes. Ce qu'elles défendent est juste et vos épouses, vos mères ou vos filles feraient de même si l'un d'entre vous venait à disparaître.

Vous qui possédez encore des sentiments humains et qui ne vous sentez pas complices de la terreur répressive déclenchée contre vos propres concitoyens, vous pouvez agir pour faire sortir de leur terrible incertitude les milliers de parents de disparus.

Vous pouvez faire parvenir par lettre, au Vicariat de la Solidarité - Plaza de Armas 444; B.P. 30-D, Santiago -, au CIME ou bien à la Croix Rouge Internationale, les noms, endroits et dates où vous avez eu un contact avec l'un des disparus.

Camarades des Forces Armées en service actif, face à l'héroïque grève de la faim entamée par les parents des disparus, nous faisons appel à vous pour commencer à rendre honorable le nom des institutions de la défense nationale et pour signaler avec patriotisme et dans l'intégrité, la présence de disparus, de la façon indiquée.

Vous serez ainsi, sans doute plus tranquilles avec votre conscience et vous entamerez une aube pleine d'espoirs face au drame que vit la plupart des foyers de notre Chili bien aimé.

OFADACH - Belgique